



LES CONSEILLERS DU COMMERCE  
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

# La Lettre de **LA CHINE HORS LES MURS n° 48**

## SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Editorial : « Si vous croyez savoir, c'est que vous ne savez rien » Lao Tseu, par Olivier Le Baube .....</b> | <b>2</b>  |
| <b>Bilatéral : La relation Chine/Russie et « l'opération spéciale », par Rémi Paul.....</b>                     | <b>4</b>  |
| <b>La géopolitique vue de New Delhi, par Jean Joseph Boillot.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>Un sous-continent éclaté à l'avenir incertain, par Christophe Granier .....</b>                              | <b>9</b>  |
| <b>Zoom : Où en est le yuan numérique ? par Jean-François di Meglio .....</b>                                   | <b>14</b> |
| <b>Dossier : Le secteur de la logistique en Chine</b>   |           |
| - <b>Comment la crise a changé la donne, par Alain Taïeb, en collaboration avec Clément Fagon .....</b>         | <b>16</b> |
| - <b>JD Logistics, par le comité France Chine .....</b>   | <b>19</b> |
| <b>Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le comité France Chine .....</b>                     | <b>21</b> |
| <b>Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Paul Clerc-Renaud .....</b>                              | <b>23</b> |

# Editorial

« Si vous croyez savoir c'est que vous ne savez rien ». Lao Tseu.

Le monde extérieur semble ne pas comprendre l'acharnement du gouvernement chinois concernant sa politique du zéro Covid.

L'analyse est assez simple, il y a eu 9361 morts à Hong-Kong en 2021 soit 0,1% de la population, si l'on transpose ce chiffre à la Chine continentale ce sont 1.400.000 morts que les dirigeants politiques ne sont pas prêts à accepter, ne serait-ce que pour des raisons évidentes d'image au regard du monde.

Les Chinois sont pragmatiques, la peur des autorités sanitaires d'être submergées s'appuie sur une réalité : pour une population de 100.000 personnes la France dispose de 11,6 lits de réanimation, la Chine 3,6 et l'Allemagne 38,7.

En dépit de ces difficultés passagères, de bruits répandus au sujet d'une certaine fragilité de son économie, d'entrepreneurs étrangers prêts à quitter le pays, la Chine poursuit sa politique d'expansion mondiale à travers cinq axes stratégiques :

- le renforcement de sa puissance militaire,
- l'installation de bases stratégiques partout où cela est possible dans le monde,
- la sécurité de ses approvisionnements,
- l'innovation technologique,
- la force de son économie.

Les événements actuels perturbent toute la logistique mondiale, les précisions d'Alain Taïeb et la carte des navires à l'ancre devant le port de Shanghai le montrent à l'évidence ; indispensables, les métiers de la logistique sont aujourd'hui à la pointe des nouvelles technologies abordées par l'équipe du Comité France-Chine.

Autre élément des changements à venir, la monnaie numérique est traitée par Jean-François Di Meglio.

La guerre en Ukraine n'a fait que précipiter le rebattage mondial des cartes.

Bien souvent les choses ne se passent pas comme prévu. La confiance des Russes dans leur offensive éclair fait penser à l'aveuglement des militaires japonais quand ils poussaient l'empereur Hiro-Hito à autoriser l'invasion de la Chine, à les entendre ce ne serait qu'une formalité et tout serait réglé en quelques mois ; mais à l'instar de cette dernière, l'Ukraine, qui n'a pas oublié les massacres perpétrés par les communistes soviétiques dans l'entre-deux guerres, résiste.

De Moscou, les réflexions prudentes de Rémi Paul apportent un éclairage avisé sur cette situation.

En conséquence, nous souffrons de faibles livraisons de produits agricoles, la Chine voit ses investissements « BRI » détruits mais reste prudente dans ses jugements, tout comme l'Inde dont vous découvrirez la politique à travers les articles de Christophe Granier et Jean Joseph Boillot.

Le manque de finesse de la présidente de la Commission européenne à l'égard de New Delhi, oubliant le soutien indéfectible de la Russie pendant la guerre sino-indienne de 1962, et la façon polie dont elle s'est faite éconduire nous démontre une fois de plus que : le temps n'est pas perçu de la même façon par toutes les civilisations, l'Europe n'est plus le nombril du monde, qu'elle doit impérativement se souder pour cesser d'être à la remorque des Etats-Unis et que la France a encore une carte à jouer.

La France dispose encore d'atouts dans cette évolution du contexte mondial.

D'un point de vue politique vis-à-vis de la Chine, elle est la première nation occidentale à l'avoir reconnue en 1964 et bénéficie toujours d'excellentes relations diplomatiques au plus haut niveau et, la France est membre du Conseil de sécurité de l'ONU.

Dans cette Organisation sur qui la Chine peut-elle compter ? La rivalité est patente avec les Etats-Unis et l'Angleterre suit la « voix de son maître » ; la Russie ? Malgré les apparences et les déclarations d'amitié, les deux nations sont extrêmement méfiantes l'une envers l'autre et l'apparente bienveillance chinoise, voire son soutien dans le conflit actuel pourrait se solder un jour par la réclamation du retour de Haishenwai (Vladivostok) confisqué par les Russes au moment des traités inégaux de 1860 ; c'est alors que la France pourrait aider à trouver un compromis acceptable.

Pour d'autres raisons l'Inde et la France ont des rapports assez privilégiés, l'Inde apprécie la qualité et la performance des produits français de haute technologie ; dans l'aviation, le maritime, l'énergie, l'agriculture, la santé, les deux pays ont d'importants partenariats à signer dans un esprit de confiance réciproque.

La France peut également appuyer l'Inde pour trouver sa place entre les deux géants antagonistes, ce qui ne serait pas contraire à ses intérêts ni à ceux de l'Europe.

Il nous reste à évoluer, privilégier la pratique à la théorie, cesser tout complexe d'infériorité économique vis-à-vis de l'Allemagne, cesser de bétonner nos terres agricoles, actif stratégique majeur dans un monde de plus de huit milliards de personnes et retrouver l'excellence scientifique dans notre instruction publique et universitaire... Que nous soyons le moteur de l'Europe.

**Olivier LE BAUBE, CCE Paris**

# Bilatéral

## La relation Chine – Russie et « l'opération spéciale »

« L'opération spéciale » déclenchée le 24 février 2022 par la Fédération de Russie en envahissant le territoire de l'Ukraine risque de constituer bien plus qu'une rupture majeure du statu quo géopolitique instauré en Europe depuis la fin de la guerre froide ; elle est peut-être la première manifestation de la fin de la mondialisation telle qu'elle avait simultanément été enclenchée, et l'ouverture d'une époque caractérisée par la formation de deux ou trois blocs économiques et politiques dont les rivalités limiteront et contraindront les échanges.

La Russie a délibérément pris le risque de ce séisme géopolitique et sans doute aussi imposé sa propre chronologie à son partenaire chinois. Nous ne saurons jamais si Vladimir Poutine lors de sa visite de février à Pékin pour l'ouverture des Jeux Olympiques a informé Xi Jinping de ses intentions, mais il est certain qu'à cette occasion les deux chefs d'État ont proclamé haut et fort l'existence d'un « partenariat stratégique sans limites ».

Certains ont pu redouter dans ce partenariat stratégique la création d'un nouvel axe du mal et ont cru bon d'annoncer une possible synchronisation de « l'opération » russe avec à l'est l'ouverture d'un second front et une invasion chinoise de Taïwan. Ils sont restés sur leur faim et ont été démentis par les faits, même si l'on a pu il est vrai assister à un regain d'activité de l'APL (armée chinoise) au large des côtes de l'île.

Le soutien chinois à la Russie a été avant tout diplomatique et économique, mais modéré et surtout en évitant de franchir la ligne rouge qui aurait amené la Chine à encourir elle-même des sanctions occidentales en enfreignant les règles fixées par Européens, Américains... mais aussi Japonais.

La Chine s'est ainsi abstenue dans l'enceinte des Nations-Unies de condamner l'action de la Russie, confirmant la désormais tradition de soutien réciproque des deux grandes puissances au sein du Conseil de Sécurité, et ce en dépit de la violation par la Russie du principe de respect de l'intégrité des frontières des Etats-membres auquel la Chine, tout comme la Russie, se proclamait jusqu'alors profondément attachée.

Le soutien a été aussi politique et de nombreux messages ont été relayés par des émissaires et les médias chinois validant la thèse selon laquelle les Occidentaux et en premier lieu les Etats-Unis seraient à l'origine du conflit en Ukraine et auraient poussé les Russes dans leurs retranchements.

Dans sa stratégie de puissance, la Chine se doit de préserver sa carte russe, mais elle souhaitait aussi la jouer au moment le plus favorable et selon ses termes. L'invasion de l'Ukraine de 2022 la contraint à sortir du bois sans doute plus tôt et plus évidemment qu'elle ne le souhaiterait pour afficher son soutien à la Fédération de Russie dans une crise géopolitique majeure l'opposant aux puissances occidentales. Il convient aussi de rappeler que la RPC entretenait de bonnes relations avec l'Ukraine (6000 ressortissants chinois travaillant dans le pays ont dû être évacués après le déclenchement du conflit), et que cette dernière était intégrée depuis 2020 dans les projets ferroviaires de la « Route de la Soie » si chers à la diplomatie chinoise. De ce point de vue, la manœuvre russe pousse un peu plus encore la Chine à renforcer l'ancrage avec la Russie et affaiblit son autonomie dans la région.

Sur le plan militaire, s'il n'a clairement jamais été question pour la Chine de prêter une quelconque assistance militaire ouverte à la Russie dans sa campagne en Ukraine, le déroulement de cette dernière pourrait avoir un impact sur le partenariat technico-militaire entre les deux pays. Depuis 2015, les exportations d'armements de la Russie vers la RPC ont en effet recommencé à croître de manière significative, renouant avec le dynamisme connu dans les années 1990-2000. Si, à l'inverse de la campagne russe en Syrie, qui avait fourni l'occasion aux Russes d'articuler des argumentaires commerciaux agressifs et convaincants en faveur de leurs équipements « battle-tested » avec succès



dans des conditions d'emploi complexes, la campagne d'Ukraine, mettait trop en évidence les carences des matériels russes mis en œuvre, la crédibilité russe pourrait être atteinte, ce qui pourrait fragiliser la nature de la coopération entre les deux pays ou en modifier l'équilibre dans un sens défavorable à la Russie.

Sur le plan économique, le conflit en Ukraine a des conséquences négatives immédiates et directes pour la RPC : les solutions logistiques terrestres, routières et ferroviaires permettant l'acheminement des productions chinoises vers l'ouest sont ainsi menacées voire compromises (l'Ukraine est une zone de belligérance et Russie et Belarus sont sous sanctions). En outre, si les entreprises du secteur énergétique chinois ont profité de la situation pour acquérir des stocks d'hydrocarbures russes vendus à des prix attractifs dans les premiers temps du conflit ukrainien, il n'en demeure pas moins probable que la Chine soit aussi touchée à terme par la flambée générale des cours du pétrole, du gaz, du charbon, de même que ceux des matières premières en général. En contrepartie, un grand nombre d'indices semble confirmer que la Chine est en passe de prendre le relais des Européens comme principal partenaire économique de la Fédération de Russie : les exportations chinoises vers la Russie ont ainsi bondi de 45% en février 2022, les entreprises chinoises ne se retirent pas du pays à la différence de leurs homologues occidentales, celles du secteur énergétique se positionnent même - prudemment toutefois - pour récupérer les participations qu'abandonneraient Européens ou Américains dans les grands projets d'extraction d'hydrocarbures (ainsi CNOOC, CNPC et Sinopec sont-elles prêtes à succéder à Shell dans le projet LNG des îles Sakhalin). Seules certaines entreprises technologiques chinoises ont restreint (Lenovo, Xiaomi) ou interrompu (le fabricant de drones DJI) leurs activités par crainte des sanctions occidentales au cas où leurs produits seraient utilisés à des fins militaires. Dans le domaine des services financiers, les banques russes et leurs clients ont vu en Union Pay une alternative crédible après le retrait de Visa et MasterCard de Russie, tandis que le système de paiement chinois CIPS a compris que l'interdiction d'accès au réseau Swift pour les banques russes lui permettait de se positionner durablement dans le pays.

Il est sans doute beaucoup trop tôt pour conclure que la crise ukrainienne va précipiter la création d'un bloc sino-russe qui se déterminerait par opposition au bloc occidental et travaillerait à développer son autonomie stratégique, technologique, économique et financière, cherchant à agréger autour de lui les pays de sa zone d'influence idéologique, en se basant sur le rejet des valeurs de gouvernance politique et économique occidentales. Mais il est vrai que de crise en crise les opposant à l'Occident, les deux pays peuvent trouver de plus en plus de motifs de convergence de leurs politiques. Depuis le mandat de Donald Trump, le discours antichinois s'est durci aux Etats-Unis, la crise de la Covid 19 a aggravé les tensions économiques, le soutien de la RPC sur la question ukrainienne est donc plus marqué qu'il ne l'avait été en 2014 lors de la première confrontation – certes officiellement – indirecte entre la Russie et l'Ukraine.

Vu de Moscou, le paradigme de la relation russo-chinoise reste le même : se voir manifester le soutien maximum de la Chine sur le plan diplomatique et économique sans toutefois tomber dans sa dépendance. Vu de Pékin, il s'agit de pouvoir disposer aux meilleures conditions des immenses ressources naturelles et des technologies russes qui lui font défaut. Suite au déclenchement du conflit ukrainien, les Russes se sont positionnés comme les maîtres de l'horloge stratégique, mais ils ont aussi de facto pris le risque d'accroître leur dépendance économique vis-à-vis de la Chine. Sont-ce là les bases d'un « partenariat stratégique sans limites » viable et fonctionnel ?

**Rémi PAUL, CCE Moscou**

# La géopolitique vue de New Delhi

## L'Inde, la Chine et le cercle des rois face à la guerre en Ukraine

L'Inde, qui a fait l'objet de pressions considérables de la part des États-Unis et de l'Union européenne pour qu'elle agisse contre la Russie et soutienne l'Ukraine, a clairement fait savoir à Bruxelles que si New Delhi souhaite sérieusement faire des affaires en Europe, il ne faut pas s'attendre qu'elle rompe ses liens avec la Russie, car les deux pays partagent un "partenariat stratégique spécial et privilégié". Pourtant la pression a été particulièrement vive lors de la visite à New Delhi de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen le 25 avril dernier. Cette dernière a sommé l'Inde de rejoindre le « camp des démocraties » au titre de « plus grande démocratie du monde ». Injonction rejetée assez subtilement par le ministre indien des affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar, arrivé comme elle aux affaires en 2019. Les pressions ont été un peu plus polies quelques jours plus tard lors de la tournée en Europe du Premier Ministre indien Narendra Modi lors de ses rencontres bilatérales avec une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement tant à Berlin, que Copenhague ou même Paris. À chaque fois la réponse fut la même : l'Inde souhaite un cessez-le-feu le plus rapide possible mais il n'est pas question de désigner l'agresseur russe. Pourquoi ?

Il y a d'abord une posture géopolitique de principe qu'on ne peut comprendre qu'à la lecture du grand traité indien de gouvernance, *l'Arthashastra*. Celui-ci remonte aussi loin qu'au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère et son auteur, Chanakya, correspond un peu au Sunzi chinois de *l'Art de la Guerre* doublé des « 36 stratagèmes ». Il comporte notamment un livre entier consacré à l'art de la diplomatie où sont décrits les cercles d'États amis et ennemis entourant l'empire de l'époque, celui des Maurya, et connu sous le nom de Théorie du mandala du nom de cette figure indienne bien connue de cercles concentriques imbriqués. La règle générale est que ses voisins sont plutôt des ennemis naturels et que les ennemis (voisins) de mes ennemis (voisins) sont mes amis. En fonction des positions respectives de chacun et des rapports de puissance, l'Arthashastra décrit six postures diplomatiques : Sandhi (paix), Vigaraha (guerre), Yana (mouvement), Asana (neutralité), Samasraya (alliance) et enfin Dvaidibhava, la duplicité ou double jeu.

Pour l'Inde, l'ennemi naturel est la Chine. Outre la cuisante défaite de 1962 et les incursions constantes aux frontières depuis quelques années, sa puissance montante inquiète de plus en plus New Delhi qui est à la recherche d'alliés de poids. Quid de la Russie qui est à la fois le voisin de la Chine, donc un ennemi naturel que la guerre sino-soviétique de 1969 est là pour confirmer, mais aussi un allié idéologique de Pékin, surtout face au monde occidental. Et quid des États-Unis ou de l'Europe qui sont effectivement plus proches idéologiquement ?

L'Inde et la Russie partagent en fait une relation vieille de plusieurs décennies, principalement axée sur la défense, la sécurité et la coopération spatiale depuis les années 1970. Lorsque la guerre froide était à son apogée entre les États-Unis et l'ancienne Union soviétique, Indira Gandhi – qu'on ne pouvait soupçonner de communisme – a finalement signé un traité d'amitié avec Moscou le 9 août 1971 en pleine guerre avec le Pakistan, alors allié et armé par Washington, et jouant de son influence au FMI et à la Banque mondiale pour faire pression contre l'Inde qui soutenait les indépendantistes du Bangladesh. Cet accord stratégique avec Moscou a évidemment irrité non seulement Washington mais aussi de nombreux pays européens au moment où la guerre froide battait son plein. Paradoxalement, alors que l'Union soviétique se désintérait en 1991, les liens entre New Delhi et Moscou se sont intensifiés dans les domaines économique, politique, culturel, pétrolier, spatial, militaire et nucléaire.

L'Inde avait également besoin de la Russie pour contrer les États-Unis et la Chine qui ont commencé leur rapprochement en 1975 (Nixon), même si New Delhi était membre du mouvement des non-alignés comme la Chine, et que son concept clé est « l'autonomie stratégique » encore rappelé sous le gouvernement de Narendra Modi. Tous les gouvernements indiens qui ont accédé au pouvoir depuis l'indépendance ont en fait accordé une priorité et une importance significatives au développement de liens bilatéraux avec la Russie. Jawaharlal Nehru qui était plutôt d'influence fabianiste anglaise et donc social-démocrate était un chaud partisan de l'industrialisation à la soviétique et son premier ministre du plan fut formé à Moscou par les planificateurs russes.



29/6/2019. Sommet du G20 à Osaka

La résurgence de la Russie dans le monde pour se projeter en tant que pôle indépendant dans le système international a été considérée en Inde comme un développement majeur, car elle pouvait contribuer à empêcher toute forme d'affirmation unipolaire et hégémonique de la part des États-Unis ou de la Chine. Le deuxième moteur de la relation indo-russe est la convergence de vues sur les jeux de pouvoir régionaux. Alors que la Russie est satisfaite avec une Inde forte en Asie du Sud, l'Inde préfère une Russie indépendante au niveau mondial, car cela lui donne plus de marges de manœuvre dans ses politiques stratégiques et de sécurité.

En octobre 2000, l'Inde et la Russie ont ainsi signé une "Déclaration sur le partenariat stratégique Inde-Russie" lors de la visite du président Vladimir Poutine à New Delhi cette année-là. Par la suite, alors que les liens bilatéraux ont commencé à mûrir et que la Chine a commencé à montrer les muscles de sa puissance économique et militaire, la géopolitique mondiale a connu un changement de paradigme. L'Inde et la Russie ont élevé leurs relations bilatérales au rang de "partenariat stratégique spécial et privilégié" en décembre 2010, à l'occasion d'une nouvelle visite du président Poutine en Inde pour le sommet annuel Inde-Russie.

Paradoxalement, alors que les liens entre l'Inde et la Russie se développaient à pas de géant sous l'ancien gouvernement libéral de Manmohan Singh (2004-2014), l'Inde a commencé à s'aligner stratégiquement sur les États-Unis en signant « l'accord nucléaire civil » de 2008 permettant des transferts de technologie nucléaire alors qu'elle a toujours refusé de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968. Cela a fortement contrarié la Russie. Par conséquent, lorsque Narendra Modi est arrivé au pouvoir en 2014, le président Poutine a fait un effort supplémentaire sous la forme d'un cadeau flatteur pour lui. Le 12 avril 2019, il signe un décret visant à décerner à M. Modi la plus haute distinction d'État russe : l'Ordre de Saint-André l'Apôtre, le premier nommé. L'ordre a été remis au Premier Ministre Modi pour « sa contribution distinguée au développement du partenariat stratégique spécial et privilégié entre l'Inde et la Russie et des liens amicaux entre les peuples des deux pays. »

Pourtant, le gouvernement Modi, comme son prédécesseur Manmohan Singh, a continué à s'aligner davantage sur les États-Unis en déployant sa propre politique indopacifique et en relançant le dialogue de sécurité quadrilatéral, ou Quad, mené par Washington avec l'Australie et le Japon contre un ennemi commun : la Chine. Depuis, les Russes exhortent l'Inde à ne pas faire partie de cet accord mais à s'aligner plus étroitement sur le projet de Grande Eurasie dont ils ont fait de l'Inde un invité spécial en 2019 dans le cadre du Forum économique de l'Est, une sorte d'alternative aux Routes de la Soie de Pékin dont New Delhi ne veut surtout pas et dont Moscou se méfie comme de la peste. La Russie a également fait pression pour le renforcement du partenariat trilatéral Russie-Inde-Chine (RIC) et a également tenté de servir de médiateur entre New Delhi et Pékin pour résoudre l'impasse frontalière qui se déroule dans la région du Ladakh depuis avril 2020. Le triangle Inde-Chine-Russie est donc un espace stratégique essentiel pour Delhi qui sait qu'elle ne peut pas non plus se passer de Pékin sur un plan économique, notamment vis-à-vis des autres pays en développement où la Chine a plutôt la cote. Tel est le rôle d'ailleurs des BRICS où les rivalités naturelles n'ont toujours pas fait sombrer un attelage destiné à faire contrepoids aux pays riches du G7.

### La position de l'Inde dans la guerre en Ukraine

En dépit de critiques et de pressions sévères, le Premier ministre Modi a réussi, lors de son voyage en Europe, à faire comprendre aux dirigeants de l'Allemagne, du Danemark et de la France, ainsi qu'aux pays nordiques, que New Delhi ne couperait pas ses liens avec la Russie, mais envisagerait plutôt de

faire davantage d'affaires avec Moscou en achetant du pétrole à prix réduit. L'Inde estime que cette guerre a été provoquée par l'Occident, qui donnait à l'OTAN le pouvoir de s'étendre vers l'est en menaçant la Russie.

Contrairement à la Chine, l'Inde n'a ni soutenu la Russie ni approuvé son opération militaire spéciale en Ukraine. En fait, l'Inde, bien qu'elle n'ait pas condamné la Russie, même si elle s'est abstenue lors de plusieurs votes à l'ONU, est en train de subir durement les conséquences de la guerre. Elle est confrontée à une flambée des prix du pétrole et devra bientôt faire face à une pénurie d'huile comestible, car elle avait l'habitude d'importer de l'huile de tournesol d'Ukraine. New Delhi a récemment condamné les tueries de Boutcha et cette question a également été abordée lors de la visite de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen à New Delhi le mois dernier.

Plus important encore, l'Inde est aujourd'hui préoccupée par le rapprochement croissant entre la Russie et la Chine, alors même que le président russe Poutine et le président chinois Xi Jinping ont juré d'entretenir entre eux une amitié "sans limites". L'Inde craint également que l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ne se répercute sur la région indopacifique, alors même que l'OTAN étudie actuellement les possibilités d'étendre ses relations avec les partenaires d'Asie-Pacifique. La Russie et la Chine sont toutes deux opposées aux pactes de sécurité tels que l'AUKUS et le Quad, mais en revanche le Japon en est membre et fait des efforts considérables pour renforcer son partenariat avec l'Inde, comme la Corée.

Malgré l'intensification de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'Inde a réservé un accueil chaleureux au ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov lors de sa visite éclair le 1<sup>er</sup> avril dernier à New Delhi où il a même rencontré le Premier ministre Modi. L'Inde a également confirmé qu'elle allait recevoir la totalité de la cargaison de missiles S-400 russes d'ici à la fin de 2023, au grand dam des Américains.

Alors que l'Union européenne prévoit de se passer de la Russie pour ses importations d'énergie, New Delhi a affirmé qu'elle continuerait à acheter des armes et du pétrole à Moscou, ce que le Premier ministre Modi a déjà dit aux dirigeants européens. Toutefois, lors de ses rencontres avec les dirigeants européens, il a tenté de clarifier la position de l'Inde tout en cherchant à privilégier les affaires dont toutes les technologies vertes qui font cruellement défaut à l'Inde de plus en plus marquée par le changement climatique. D'un point de vue stratégique, l'Inde souhaite surtout que l'Union européenne émerge comme un pôle indépendant alors même qu'elle tente de sortir de l'ombre des Etats-Unis.

Alors que les deux parties ont maintenant décidé de lancer le Conseil du commerce et de la technologie, l'Inde attend de l'Union européenne qu'elle reprenne bientôt les pourparlers en vue d'un accord de libre-échange (ALE/FTA). L'UE a clairement fait savoir à l'Inde qu'elle ne reprendrait pas les négociations à zéro, mais qu'elle réexaminerait les chapitres individuellement pour les rendre plus actuels. Les pourparlers en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange ont débuté en 2007. Depuis lors, ils ont achoppé sur des questions concernant l'accès au marché, les barrières tarifaires et le commerce des services. L'UE devrait à nouveau pousser l'Inde à intégrer dans l'ALE des facteurs socio-économiques tels que le droit du travail, les droits de l'homme et les normes environnementales, ce qui pourrait bloquer une nouvelle fois les négociations. Les deux parties prévoient de promouvoir en parallèle un traité d'investissement qui contribuerait à rapprocher le bloc européen et l'Inde. Tous deux se disent décidés à collaborer davantage sur les questions stratégiques et de sécurité mais la posture multipolaire et la fameuse duplicité de l'Inde ne rendent pas les choses faciles pour une Europe précipitée dans les bras de Washington à l'occasion de la guerre en Ukraine.

**Jean Joseph BOILLLOT, PEA (personnalité experte associée)**

# Zone géographique

## Un sous-continent éclaté à l'avenir incertain

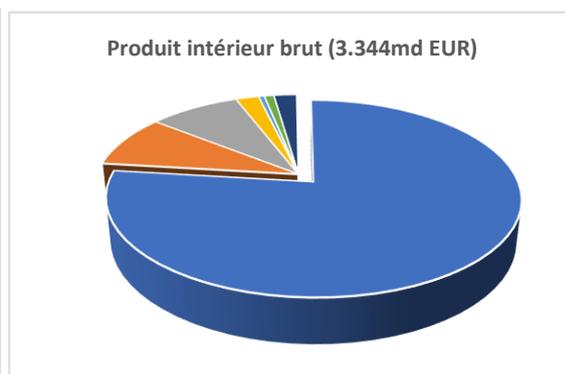
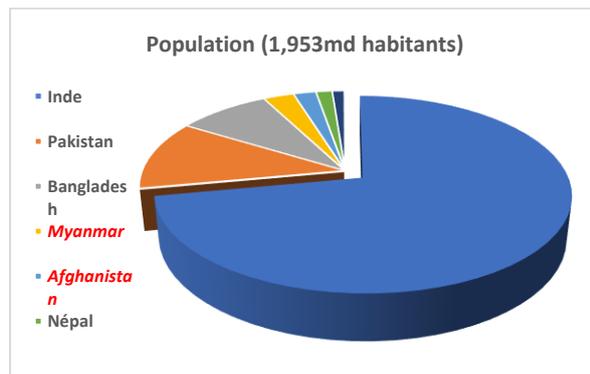
*L'article ci-avant de notre collègue Jean Joseph Boillot sur la politique internationale indienne est l'occasion de positionner ce géant mondial dans sa zone géographique et d'influence vis-à-vis de la Chine.*

La crise ukrainienne ajoutée à celle du Covid rebat les cartes de la géopolitique mondiale. Cet euphémisme n'a d'intérêt que si l'on cherche à distinguer la dynamique future de reconstitution d'alliances ou la dissolution des blocs actuels dans un néant potentiellement dangereux. Pour la Chine, l'enjeu est de taille à l'approche d'un triple tournant : démographique, d'équilibre politique interne et de (re)consolidation externe d'un réseau mis à mal par les événements récents.

Sur le dernier plan, qui intéresse plus particulièrement « la Lettre de la Chine hors les murs », l'un des meilleurs axes pour la politique chinoise est de chercher à augmenter son influence dans les régions où elle peut l'être et qui représentent un potentiel de développement important, afin de ne pas trop dépendre économiquement d'un bloc occidental devenu méfiant (nouvel euphémisme).

Parmi les zones concernées, l'Asie du Sud, ancien Raj britannique et vaste entité s'étendant de l'Hindou Kouch aux monts birmans et de Katmandou à Malé ne constitue pas une entité géographique uniforme, mais reste liée par une communauté de destins réelle, même si elle reste marginale pour les pays périphériques que sont les Maldives, l'Afghanistan et le Myanmar. Cette région vient d'être et reste secouée par des crises politiques dont l'importance annonce des changements profonds.

Regroupant avec l'Afghanistan et le Myanmar 2 milliards d'habitants, le sous-continent représente pour les autres puissances mondiales un marché incontournable et un potentiel de développement remarquable, dû à sa démographie encore favorable et son niveau encore faible de richesse. Héritiers de traditions millénaires, ses peuples ont conservé à ce jour un niveau de formation moyen excellent mais présentent des individualités tranchées tendant à être adverses. La question religieuse, sensible, est sans doute le ferment de division le plus prégnant avec un historique de conflits dévastateurs. Inversement, l'accès de tous au développement et la menace climatique rapprochent assez étroitement tous ces pays qui devraient à terme converger vers une entente nécessaire. Le poids relatif de l'Union indienne dans la zone reste écrasant (72% de la population et 77% du PIB à la fin de 2021) : toute évolution diplomatique régionale ne pourra donc que passer par l'accord de New Delhi.



Poids relatif de l'Inde dans la zone élargie du sous-continent indien

Dans le premier département du Ministère chinois des Affaires Etrangères dirigé par Liu Jinsong (Affaires d'Asie), la zone sud n'a pas d'individualité propre. Dans un « en même temps » traditionnel, la diplomatie chinoise combine l'adhésion à des alliances régionales avec le maintien d'accords bilatéraux toujours utiles en temps de crise ; le suivi des affaires s'effectue donc par pays.

En matière commerciale, cette sous-région ne représente qu'une infime partie des échanges chinois globaux (moins de 5%). Malgré cette faiblesse, les exportations chinoises pèsent 30% des importations pakistanaises et 25% de celles du Bangladesh.

Dans la zone, seule l'Inde n'a pas signé de protocole d'adhésion à la BRI chinoise, mais elle reste membre du groupe des BRICS et observatrice dans l'Organisation de Sécurité de Shanghai, comme le sont le Pakistan et l'Afghanistan, le Sri Lanka restant un partenaire de discussion. Seuls le Pakistan et les Maldives ont signé avec la Chine un traité de libre-échange bilatéral, le Myanmar partageant quant à lui le traité avec l'ASEAN.

La pénétration chinoise dans la zone ne date pas d'hier, le voyage du Népal et de l'Inde ayant été entrepris dès l'antiquité par des penseurs chinois à la recherche de textes de sagesse. La barrière de l'Himalaya n'a pas été un obstacle sauf en saison froide. La constitution puis la pérennisation d'axes de communication a toujours été un objectif de part et d'autre, les nouvelles routes de la soie lancées par la Chine n'étant qu'un nouveau chapitre du tissage de ce réseau. Connue pour ses richesses depuis l'antiquité, le sous-continent a toujours attiré les commerçants, de Cochin à Calcutta en passant par Ceylan, dont le nom arabe a donné la sérendipité, capacité volontariste à trouver par hasard des biens merveilleux inattendus. Aussi friands de ces merveilles que les Grecs, Romains, Perses puis Arabes et Turcs, les marchands chinois ont rarement été absents d'un commerce maritime florissant d'escale ou d'exploitation. La BRI tente de systématiser ces échanges ainsi que l'infrastructure qui doit les faciliter ; les querelles sino-indiennes ont mené à l'instauration d'un chenal de déviation par le corridor pakistanais (CPEC), à l'essai avorté d'une prometteuse liaison BCIM (Bangladesh Chine Inde Myanmar) et à l'implantation de bases maritimes d'importance (Kyaukpyu, Chittagong, Hanbantota, Gwadar...)

Le partenariat récent avec la Chine des pays entourant l'Inde leur a permis de bâtir un réseau d'équipements critiques dont l'impact à moyen terme ne peut pas encore être jugé. On ne peut par exemple que constater l'efficacité réelle des petites infrastructures énergétiques du Bangladesh, installées avec et par des partenaires chinois dans un pays au déficit criant dans le domaine. Avec les investissements sont venus les excès, visibles surtout au Sri Lanka, au Népal et au Pakistan. La dette accumulée par ces pays vis-à-vis de la Chine les a plongés dans une dépendance dont ils ne sont pas près de sortir malgré les efforts américains et japonais pour reprendre la main.

Spectatrice et victime d'un complexe d'encerclement, l'Inde n'a cessé d'essayer de dresser les pays de la zone les uns contre les autres pour contrecarrer l'avancée chinoise. La lutte fratricide de 3/4 de siècle avec le Pakistan s'est envenimée depuis la constitution du corridor Kachgar – Gwadar et les déséquilibres afghans ont été l'occasion de tester l'influence des deux grands pays du sous-continent. Au Népal, malgré des rancunes tenaces, l'Inde a également tenté d'accroître son rôle, et les services de New Delhi ont été impliqués directement dans le conflit srilankais.

Qu'est-il advenu à la suite de ces manœuvres et des deux crises récentes ? Si l'avancée chinoise a été ralentie, elle persiste. En revanche, le paysage politique de la zone s'est trouvé bouleversé avec l'arrivée au pouvoir de nouveaux responsables. Il faut noter que – c'est une autre de ses caractéristiques discernables – le sous-continent direct a gardé au-delà du clientélisme local le vernis de la démocratie anglaise qui permet des transitions semi-classiques, à l'exception notable des pays périphériques (Afghanistan et Myanmar).



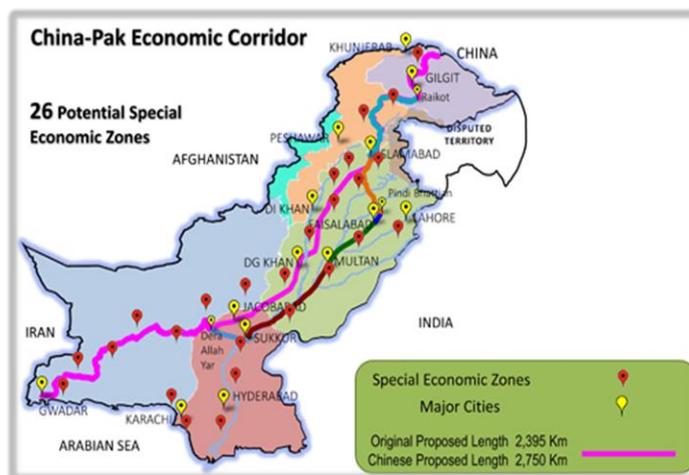
De g. à d. : Haibatullah Akhunzada (Afghanistan), Shehbaz Sharif (Pakistan), Narendra Modi (Inde), Sheikh Hasina (Bangladesh), Sher Bahadur Deuba (Népal), Gotabaya Rajapaksa (Sri Lanka), Ibrahim Mohammed Solih (Maldives), Min Aung Laing (Myanmar)

\*

## La périphérie

Sans appartenir entièrement au sous-continent, l'Afghanistan et le Myanmar n'en ont pas moins des interactions majeures avec lui, ne serait-ce que par le nombre de réfugiés, afghans au Pakistan et rohingyas au Bangladesh. Crucial pour l'approvisionnement du sud-ouest chinois, le Myanmar (et sa communauté importante de Chinois d'origine) est choyé par Pékin qui maintient le régime autoritaire à flot. Rien de tel encore pour l'Afghanistan, dont la situation a empiré de façon considérable depuis notre récent article, et qui ne sera réellement agrégé à la politique de réseau chinoise qu'en raison de son positionnement géographique, en particulier après le rapprochement spectaculaire de Pékin avec Téhéran qui pourrait logiquement justifier la constitution d'un lien terrestre permanent.

Pour ces raisons objectives, il est évident que la concurrence d'influences entre Pékin et New Delhi continuera à conditionner une grande partie du devenir de ces deux pays aux régimes trop rigides pour être vraiment stables et à l'histoire traditionnellement mouvementée. La Chine conserve un intérêt stratégique évident à une alliance avec le Myanmar et ne peut accepter que l'Afghanistan redevienne un nid de terroristes exportables.



## Islamabad, point d'appui de convenance

Depuis le lancement du corridor de la route de la soie qui traverse le pays, le Pakistan a reçu de nombreux subsides de la Chine qui sait pouvoir s'appuyer sur Islamabad pour surveiller et contrôler l'Afghanistan voisin. Le jeu parlementaire de politiciens chevronnés vient d'avoir raison de l'intermédiaire Imran Khan et on peut penser qu'un jour la balance repenche – comme c'est souvent le cas dans le pays – en faveur des militaires, prépositionnés dans leur empire industrialo-financier et attendant que les discussions démocratiques s'épuisent toutes seules. L'environnement terroriste incontrôlé, auteur d'attentats à répétition contre les intérêts chinois – en particulier au Baloutchistan – a retardé la mise en place des infrastructures vers et à Gwadar ; entrepreneurs et autorités de Pékin se posent des questions car le débouché de remplacement du corridor vers Karachi est lui aussi menacé.

Un Afghanistan contrôlé avec l'aide de ses cousins pakistanais présente à terme pour la Chine l'autre avantage de raccourcir le trajet des exportations ouzbèkes et turkmènes vers les ports du Golfe d'Oman, mais un arbitrage devra être fait avec la route iranienne, en faveur actuellement, vers le port de Chahbahar. Téhéran et Islamabad entretiennent des relations de voisinage correctes mais complexes, parfois troublées par les manœuvres diplomatiques indiennes.

## Dhaka, la proie pour l'ombre ?

Souvent cité en exemple, le Bangladesh a réussi à faire oublier depuis vingt ans la dictature militaire, et ses gouvernements démocratiquement élus ont promu avec succès la libéralisation et la mondialisation. La croissance économique remarquable a fait diminuer durant la même période la pauvreté de moitié ; en termes d'indicateurs de développement humain, le pays a surpassé l'Inde dans les domaines de la promotion de l'emploi féminin et de l'espérance de vie, se distinguant en matière humanitaire en faveur

du million de réfugiés rohingyas et dans la lutte contre le terrorisme international. Aux dires des observateurs, ce tableau favorable s'obscurcit pourtant, car la main mise récente sur tous les pouvoirs, civils et judiciaires inclus, par la Première Ministre Hasina, au pouvoir depuis 14 ans, et son parti la ligue Awami, fait désormais basculer le pays dans la catégorie autoritaire, à l'instar de la Hongrie, la Turquie et l'Inde voisine.

New Delhi ne s'y est pas trompé et entretient des relations étroites de coopération pour pouvoir utiliser les ports de son voisin, pourtant musulman. Pour sa part, Pékin – qui cherche à accroître son influence dans le Golfe du Bengale – affectionne le type de régime dégradé régnant à Dhaka. Véritable contradiction géopolitique, le Bangladesh bénéficie ainsi de l'appui peu conditionnel des deux géants ennemis. Une telle situation peut-elle être durable ? L'équation – toutes proportions gardées – est comparable à celle de la Chine, où un développement constant et régulier est le meilleur bâillon aux demandes de démocratie.

### Les pays satellites : vers quel soleil se tourner ?

Enclavé au même titre que son minuscule voisin le Bhoutan, le **Népal** dépend étroitement de ses voisins, qui font assaut de protection envahissante à son égard. Malgré les efforts de Pékin pour rapprocher les deux partis communistes locaux maoïste et marxiste-léniniste, ennemis de longue date, l'élection en juin 2021 du chef du Congrès népalais Sher Bahadur Deuba au poste de Premier ministre peut être considéré comme un succès indien. Reste à ce professionnel de la politique (déjà plusieurs fois titulaire de la position) à prouver qu'il peut modérer une influence chinoise grandissante tout en ménageant l'animosité traditionnelle de nombreux Népalais vis-à-vis de l'Inde voisine. Le statut fédéral réel du pays demande du doigté pour maintenir l'union des provinces. Fort de ses 30 millions d'habitants mais pays le plus pauvre de la zone (mis à part l'Afghanistan périphérique), le Népal a un besoin vital d'investissements qu'il est bien en peine de financer.

L'obsession chinoise de percer la barrière himalayenne pour accrocher physiquement le pays à son influence se heurte à des obstacles techniques colossaux mais surtout à une opposition indienne qui date du conflit frontalier entre les deux géants en 1962. Le rattachement – à l'ouest de la barrière himalayenne – de l'Aksai Chin à la Chine et le statu quo toujours pas réglé de l'Agence de la Frontière nord-orientale font craindre à New Delhi l'ouverture d'un 3<sup>ème</sup> front central, beaucoup plus dangereux. Dans cette confrontation, le pouvoir industriel et financier écrasant de la Chine est pour l'instant gagnant, nombre d'infrastructures ayant été concédées à des entreprises publiques soutenues par Pékin. Un surendettement massif a remis le Népal entre les mains des financiers chinois et les récentes annulations de projets sous l'influence des Etats Unis et de l'Inde n'ont pas solutionné le passif existant.

Situation presque identique – qui serait caricaturale si elle n'était pas inquiétante – pour le **Sri Lanka**, pourtant 4 fois plus riche que le Népal en termes de PIB par habitant pour une population quasi identique. Surendetté, le pays doit rembourser 7md USD cette année et 26md d'ici 2026. La cessation de paiement aux créanciers internationaux n'est qu'un aspect de la crise économique majeure qui couvait depuis quelques années et qui est reprochée avec une grande part de vérité à la famille « régnante » Rajapaksa, le Président en exercice gouvernant sans partage avec son frère aîné Premier ministre, remercié le 9 mai. Fragile après plusieurs années de guerre dans laquelle l'Inde a joué un rôle important, le pays doit trouver un équilibre délicat entre les trois communautés, cinghalaise, tamoul (indienne) et musulmane. La confusion actuelle, dont l'issue risque d'être violente, est en partie entretenue par les puissances occidentales et l'Inde, avec pour objectif de desserrer l'emprise chinoise patiemment constituée à coups de milliards USD de financements pour des infrastructures parfois inadaptées. Pour Pékin, la question est d'importance car ses plans consistaient à faire de l'île une base solide, y compris pour sa marine d'intervention projetée vers l'Afrique et l'Europe.

Poussière d'îles paradisiaques de l'océan Indien, les **Maldives** vivent en majeure partie du tourisme, et en particulier du tourisme chinois. Pékin a toujours fait les yeux doux à cette escale stratégique, tentant d'y implanter une base militaire. New Delhi s'oppose de toutes ses forces à ce projet qui l'emprisonnerait dans une toile d'araignée indémêlable. L'urgence semble ne plus primer à la suite des crises internationales récentes ; en revanche, la menace de submersion de l'archipel à la suite du réchauffement climatique est bien plus inquiétante à terme, et risque d'être pour longtemps le premier chapitre de l'agenda national. Président élu depuis septembre 2018, Ibrahim Solih tente de ralentir la montée – elle aussi irrésistible – de la dette et de stopper la campagne anti-indienne lancée par des

membres du Parlement. La Chine n'est clairement plus la seule bienvenue, et cet échec d'influence assez net doit être signalé.

### **Les crises récentes : un impact important sans être dévastateur**

La Covid 19 a frappé directement l'Inde et ses voisins avec 524k décès déclarés à ce jour contre 100k au total pour les autres pays de la zone concernée. Si l'on en croit le rapport de l'OMS publié le 4 mai, ces chiffres sont fortement minorés (ils devraient être multipliés par 5 au Bangladesh, 8 au Pakistan et 10 en Inde). La plupart des pays de la zone – à l'exception du Pakistan – ont su mener mieux que New Delhi des campagnes de vaccination efficaces ; 71% de la population du Bangladesh est ainsi totalement vaccinée. Indirectement, l'effet du ralentissement mondial du commerce et de la consommation des pays occidentaux est apparu dans les chiffres de la croissance, à l'exception de celles du Bangladesh et du Népal, restées étales. Les pays de la zone n'ont pas profité autant que leur voisin indien d'une implication rapide dans la fourniture au monde de moyens sanitaires (vaccins, masques, etc.)

La crise ukrainienne risque d'être d'une toute autre importance par ses répercussions politiques autant qu'économiques. A moyen terme, le Bangladesh et dans une moindre mesure le Pakistan devront apprendre à sortir de la dépendance de l'Ukraine pour leur approvisionnement en blé et en huile de tournesol. Il faudra encore du temps pour réajuster la production et les flux commerciaux d'énergie, ce qui risque de bouleverser le paysage régional. Les pays limitrophes n'ont pas les moyens financiers que l'Inde vient de déployer pour constituer à l'avance des stocks de précaution.

Aux Nations Unies, l'Afghanistan, le Myanmar et le Népal ont voté la résolution demandant la cessation immédiate du recours à la force par la Russie en Ukraine, les autres pays s'abstenant. L'exclusion de la Russie du Comité onusien des Droits de l'Homme a reçu la même majorité d'abstentions, le Myanmar se distinguant par un vote positif (!). L'axe politique traditionnel Moscou – New Delhi n'est à ce jour pas en danger mais reste suspendu à la stabilité du pouvoir en Inde ; or, qu'ils le suivent ou qu'ils s'y opposent, les pays de la zone ne nouent et renouent leurs alliances internationales qu'en fonction du comportement de leur grand voisin.

La rivalité systémique entre la Chine et les Etats Unis ne se focalise pas sur le sud asiatique mais la région y est incluse au même titre que les autres zones en développement dans le monde. A l'évolution remarquée du projet BRI par l'abandon de très grands projets au profit de plus petites opérations ciblées dans le domaine des énergies renouvelables, de la santé et du numérique, l'initiative occidentale Build Back Better World (B3W), à naître en 2022 pour « promouvoir la multipolarité », est clairement une réponse dont la zone sera l'une des cibles.

### **Conclusion : un bilan plus que mitigé.**

Cible critique de la politique d'infiltration chinoise à cause du poids de leur marché potentiel et de leur position stratégique, les pays autres que l'Inde formant le sous-continent ont accepté tous peu ou prou la proposition de financements faciles proposée par Pékin pour accroître son influence. Avec le temps, cet entrisme semble trouver ses limites, en grande partie du fait de la réaction (tardive ?) des pays occidentaux et surtout du vieil ennemi indien. Les crises récentes n'ont pas encore montré leur influence réelle : la pandémie a moins affecté la zone que d'autres régions (Chine incluse) et la crise russo-ukrainienne reste encore trop prégnante pour en tirer des conclusions définitives. Le problème général des approvisionnements énergétiques, fondamental dans cette zone mal lotie en la matière, détermine des mouvements stratégiques qui ne sont pas encore stabilisés. Enfin, la question du réchauffement climatique va devenir majeure pour le sous-continent entier, déterminant de nouveaux besoins d'investissement colossaux aux Maldives, au Bangladesh, au Sri Lanka et en Inde. Dans ce domaine sans doute porteur comme dans d'autres, la politique étrangère chinoise doit se remettre en cause et déterminer de nouveaux objectifs en évitant de se limiter à un commerce extérieur il y a peu pléthorique mais sujet à des crises systémiques subites.

**Christophe GRANIER, CCE Occitanie**

# Zoom

## Où en est le yuan numérique ?

Dans le contexte de la « démondialisation » présumée, où en est le « yuan numérique » ? Le concept de « CBDC » (central bank digital currency) n'est pas un privilège chinois. 80% des banques centrales dans le monde seraient actuellement à l'œuvre sur des projets similaires. Mais il a des connotations particulières ici.

Tout d'abord, il semblerait que la People's bank of China ait continué de bénéficier d'un effet d'anticipation qui tient à des expérimentations remontant à 2014, bien avant que le concept ne devienne familier aux observateurs occidentaux. Cette « avance » est le reflet d'une situation chinoise particulière, puisque les moyens de paiements numériques (Alipay, Wechat et JD.com) ont depuis longtemps conquis l'univers des règlements « de détail » en Chine, du restaurant aux billets divers donnant accès aux moyens de transport, y compris les taxis. Le travail effectué par la banque centrale chinoise dans ce domaine a pour origine la préoccupation qui a conduit aux mesures de rétorsion concernant les filiales d'Alibaba (ANT Financial) et les contrôles, limitations, ou restrictions s'appliquant aux moyens « privés » de règlements digitaux. Le risque à couvrir par la banque centrale était en effet à la fois celui de l'élaboration d'un système financier « efficace » supplantant le circuit officiel de banques mastodontes ayant échappé jusqu'ici à tout processus de réformes et aussi celui de la collecte de précieuses informations privées par des entités non gouvernementales, là même où le souhait de contrôler toujours mieux les flux de personnes, d'idées et de monnaie se faisait plus vif.

Par ailleurs, ces expériences, toujours en « réaction » mais en l'occurrence dans une dimension plus généralement liée à l'« internationalisation » de la devise chinoise, la voie « classique » consistant à accroître progressivement les volumes de règlements internationaux effectués en yuan ayant conduit jusqu'ici plus à l'identification des risques posés par cette expansion possible si elle n'était pas contrôlée et prudente qu'à une vraie émergence d'un nouvel instrument de paiement international. Dans la masse des opérations transfrontalières 150 000 milliards d'équivalents de dollars, dont l'augmentation à 350 était récemment prédite pour un horizon à cinq ans, le yuan n'occupe régulièrement qu'une place négligeable, sans doute la septième, et ne parvient pas, toutes choses étant égales par ailleurs, à dépasser le seuil des 5% d'échanges même au plus fort de sa popularité. La contradiction est trop forte en effet entre la relative autonomie et les fluctuations de parité induites que causerait cette internationalisation, même prudente, et l'impérieuse nécessité de subordonner l'utilisation de la monnaie chinoise aux exigences du pilotage de l'économie domestique.

Comme souvent, la « troisième voie » que rend possible la numérisation par une banque centrale des moyens de paiement séduit forcément l'acteur officiel chinois.

De quoi s'agit-il exactement ? Là où Alipay et les autres ne font que mettre à la disposition des usagers et consommateurs des plateformes numériques (y compris sur les terminaux téléphoniques) permettant de mobiliser des ressources en cash détenues sur les comptes privés des titulaires, de la même façon qu'une carte de crédit le fait sous forme « plastique » en correspondant par la voie d'une puce avec les circuits de compensation, la banque centrale chinoise a réfléchi à la possibilité de mettre à la disposition directe des banques d'abord, mais aussi in fine des usagers, un moyen de paiement différent, compensé directement au niveau de la banque centrale, et donc émis avec parcimonie ou du moins discernement selon les utilisations souhaitées.

La traçabilité pour les autorités monétaires, mais aussi pour toute instance de contrôle, devient immédiate, le risque de transaction frauduleuse ou échappant aux règles anti-corruption est éliminé, le seul outil nécessaire pour rendre possible l'utilisation de la « monnaie numérique » étant un « portefeuille dédié », application mise en service de façon expérimentale par la banque centrale via les banques. La mainmise des Alipay et autres acteurs privés est écartée.

Naturellement, comme dans toute innovation cyber, une expérimentation scrupuleuse a été jusqu'ici nécessaire et elle s'est faite à la fois par l'identification de sites pilotes (Shenzhen, Chengdu, Suzhou,

Xiong'an New Area, puis Shanghai et le delta du Yangtze, le Guangdong, Tianjin, Hong Kong, et Macao), quelques villes au départ, de flux particuliers (le règlement de factures de « fluides », électricité et autres services publics) et de moments-clés, comme par exemple les Jeux Olympiques d'hiver de Pékin, occasion de tester le processus dans un environnement de transactions accélérées et nombreuses.

Ces tests visent surtout la mise en place progressive et purement « domestique » d'une devise numérique permettant de sauter la case « réforme en profondeur du système bancaire de détail » sans la perdre de vue pour autant, à terme. Il s'agit de faciliter la compensation, d'alléger les circuits, en principe aussi (c'est ce qui est affiché) de permettre au plus grand nombre, y compris des populations jusqu'ici mal « bancarisées » d'accéder à la finance modernisée du moins sur des montants réduits même s'ils sont fréquents.

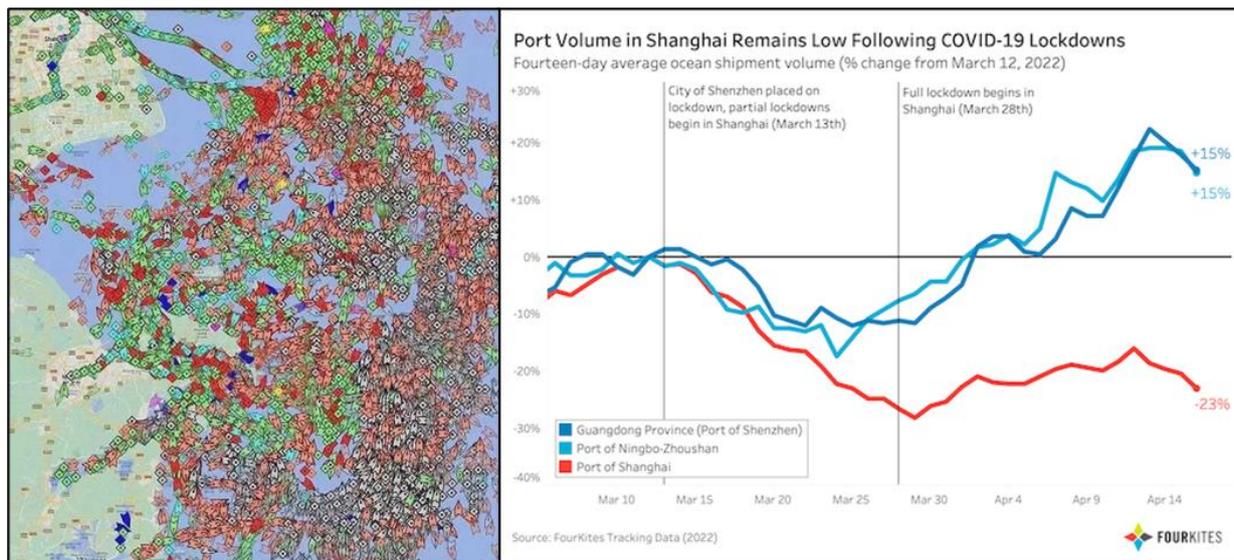
L'autre dimension de la devise numérique chinoise concerne évidemment un champ identifié depuis longtemps à travers les tentatives de rehausser le statut de la devise chinoise, objectif toujours poursuivi puisque le FMI vient encore d'augmenter la part du yuan dans le panier de devises du DTS (12, 28%, contre plus de 40% il est vrai pour le dollar dont la part relative a augmenté plus que celle du yuan lors de la dernière revue quinquennale). Cet objectif, difficile à atteindre par des moyens traditionnels jugés trop « risqués » par les autorités monétaires chinoises comme ils l'avaient été par la Banque du Japon, devient encore plus critique au moment où la crise internationale ouverte avec l'invasion de l'Ukraine fait peser une menace sur la liberté d'utiliser la devise américaine pour qui se rendrait réellement ou supposément coupable d'enfreindre les injonctions de Washington (embargo iranien, sanctions contre la Russie, deux dimensions où la sécurité énergétique chinoise est directement en jeu). Certes, sans même recourir au yuan numérique, la Chine a annoncé à la surprise générale un possible accord avec l'Arabie Saoudite pour régler les importations de pétrole en devise chinoise, après que le précédent accord sur le gaz russe ait lui aussi inclu la possibilité de paiements en yuans. Mais la possibilité de créer une véritable alternative au système de règlements internationaux établis autour du dollar et des devises occidentales convertibles pourrait bien passer par l'évolution de ce « yuan numérique » initialement développé pour le marché domestique en réel instrument d'échanges adopté par les « exclus » du système ou même par des « marginaux » tentés par l'expérience. C'est ainsi que le projet, étudié depuis déjà plus de cinq ans avec Hong Kong (à travers la HKMA), mais aussi la Banque de Thaïlande et les Emirats arabes unis sous le nom de projet « M CBDC bridge » (pour multiple central bank digital currency, reprenant en partie le nom de la devise digitale chinoise « CB/DC ») suit son cours : au moment où le dernier sommet (virtuel !, donc digital) des BRICS vient de se tenir et où Wang Yi, sans préciser de quels pays il s'agirait, a évoqué la possibilité d'ouvrir le club à de nouveaux adhérents, l'idée d'une dédollarisation conduisant à un renforcement de la « démondialisation » et donc d'une nouvelle polarisation segmentant les blocs d'alliés à travers les instruments monétaires pourrait paraître plus crédible que jamais. C'est la thèse de « Cashless : China's digital currency revolution » (Richard Turrin), mais même les auteurs les plus férus d'anticipation monétaire ne peuvent se convaincre ni même argumenter que l'avènement de ce nouveau système puisse être si proche qu'il puisse d'ores et déjà régler par exemple les problèmes généraux que posent une crise internationale impliquant des acteurs aussi majeurs que la Russie et la Chine.

**Jean-François DI MEGLIO, PEA (personnalité experte associée)**

# Dossier : La logistique en Chine

## Comment la crise a changé la donne

L'image fait peur autant qu'elle interroge. Celle du port de Shanghai, premier au monde en termes de volume de marchandises, quasi figé et une nuée de navires marchands paralysés en mer de Chine. La conséquence la plus visible d'une stratégie zéro-COVID et de la bulle sanitaire imposées à la ville depuis la mi-mars. Un cauchemar logistique qui est déjà coûteux pour l'ensemble du pays et qui menace les chaînes d'approvisionnement mondiales.



## Les blocages sont à tous les niveaux

L'introduction de politiques locales drastiques de prévention du COVID-19 à Shanghai et une foule d'approbations bureaucratiques ont entraîné la chute de 40% de la disponibilité des camions depuis le verrouillage. Des mesures d'allègements ont bien été annoncées le 18 avril par le Vice-Premier Ministre Liu He mais dans les faits l'obtention des laissez-passer pour que les camions puissent transporter des marchandises hors de la ville est limitée à quelques entreprises logistiques chinoises et à un nombre restreint de véhicules.

Cette **pénurie de camions** qui vient s'ajouter à la **pagaille navale** du port de Shanghai déséquilibre complètement la chaîne logistique globale. Sans compter que l'encombrement des eaux s'est étendu à d'autres façades stratégiques de la Chine où les armateurs ont tenté de détourner le fret, au Sud vers le complexe portuaire de Ningbo-Zhoushan, deuxième port de Chine, ou au Nord vers les ports de Nanjing, Qingdao et Zhengzhou. Actuellement, il faut toujours compter en moyenne 111 jours pour que les marchandises sortant d'une usine chinoise atteignent un entrepôt aux États-Unis, un niveau proche du record de 113 jours établi en janvier et plus du double qu'en 2019. Le voyage vers l'Europe prend encore plus de temps, un record proche des 118 jours.

Le **fret aérien** est également affecté, avec des énormes retards de livraisons à l'aéroport international de Shanghai-Pudong, troisième au monde pour le trafic de marchandises et plaque tournante du fret Asie-Pacifique pour de nombreuses sociétés logistiques internationales (FedEx, UPS, DHL). Une congestion aérienne qui s'est vite propagée aux aéroports de Shenzhen, Guangzhou, Beijing et Zhengzhou, qui doivent faire face à une forte augmentation des expéditions réacheminées depuis Shanghai.

L'absence de visibilité est aussi terrible depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle **loi chinoise sur la protection des informations personnelles (« PIPL »)** le 1<sup>er</sup> novembre 2021, qui limite la collecte et le partage de données en temps réel sur toutes les entreprises opérant en Chine. Les flux du Système Automatique d'Identification (AIS) des navires dans les eaux chinoises ne sont plus disponibles. Les

compagnies maritimes et les courtiers ont désormais recours à un suivi par satellite moins précis pour surveiller les retards dans les ports. D'autres sociétés sont obligées de suivre l'activité du port par des appels téléphoniques ou même en comptant les navires à la main.

## La hausse du fret va continuer en 2022

Alors que la porte du Made in China se ferme doucement sous les yeux des grands acteurs économiques mondiaux, si vous êtes une entreprise du secteur logistique en Chine, il y a de fortes chances que 2021 ait été une année particulièrement rentable, et que 2022 sera de nouveau une année exceptionnelle. En effet, ces blocages et pénuries vont fatalement maintenir les cours du fret international à des niveaux records. Et pour le moment les importateurs européens et américains n'ont pas encore de solution de rechange pour remplacer leurs fournisseurs asiatiques. Il faut aussi noter que beaucoup des plus gros importateurs bénéficiaient encore des contrats à tarifs privilégiés en 2021 pour une partie conséquente de leurs volumes de fret. Ce n'est plus le cas en 2022 où les tarifs contractuels ont énormément augmenté et se rapprochent désormais beaucoup plus des prix du marché.

Difficile de savoir pour l'instant si cette hausse sera un dernier sursaut avant une stabilisation et une redescende vers des tarifs plus normaux à long terme. Ce qui est sûr en revanche c'est que la guerre en Ukraine contribue aussi à ce que les tarifs de fret maritime restent élevés car une partie conséquente du cargo qui partait par voie ferroviaire vers l'Europe depuis la Chine voyage dorénavant par mer pour éviter la Russie et la Biélorussie. De nouvelles routes entre la Chine et l'Europe sont lancées, comme la liaison de fret bimodale qui a été établie entre la Chine et l'Allemagne le 13 avril et qui traverse la mer Caspienne et la mer Noire en transport combiné rail-mer.

## Les mutations du secteur de la logistique

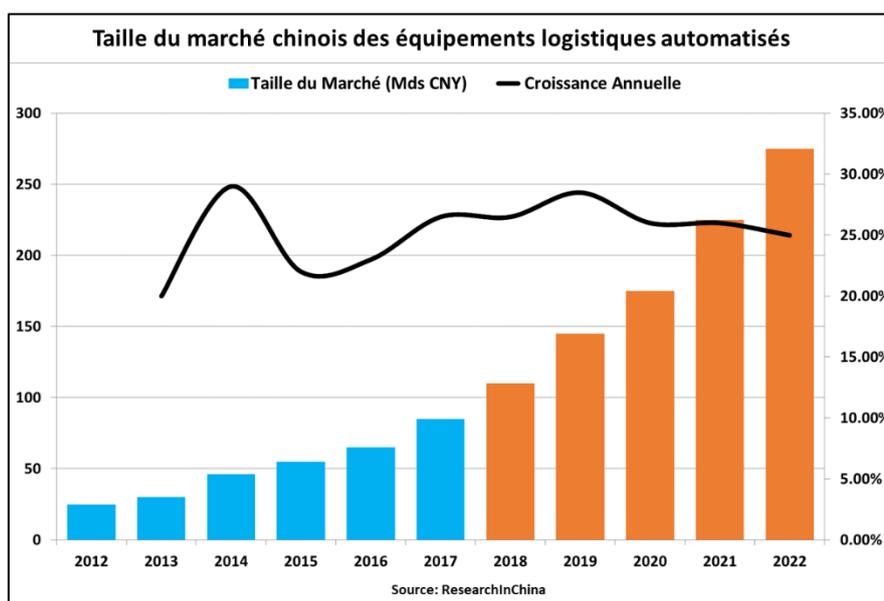
Les perturbations auxquelles sont confrontées les chaînes d'approvisionnement depuis deux ans ont déclenché une période de changements profonds et sans précédent dans le secteur logistique en Chine. Alors que nous observons une plus grande consolidation et intégration dans certains sous-secteurs tels que la logistique tierce (3PL) et les transporteurs de livraison express, nous constatons également une sophistication du secteur avec une accélération du passage au numérique et à la robotisation. Il faudra également s'attendre à une explosion du fret aérien dues aux transformations du e-commerce et à la personnalisation de masse des produits ou services.

La crise sanitaire semble avoir accéléré le mouvement de consolidation du secteur logistique en Chine. Cette dynamique peut s'expliquer par la volonté du gouvernement central qui a continué de pousser les fusions et restructurations d'entreprises publiques pour consolider les actifs de l'Etat. Mais aussi et surtout par le sentiment des entreprises du secteur qu'il est vital d'atteindre une taille suffisante pour pouvoir répondre aux demandes de leurs clients, de développer leurs capacités numériques et d'accélérer l'ensemble des processus logistiques. L'opération la plus marquante a été la naissance d'un nouveau mastodonte logistique chinois en décembre 2021 : le China Logistics Group (CLG), qui combine cinq entreprises d'Etat. Fort d'un capital social de 4.7 mds de dollars, CLG possède désormais 120 lignes ferroviaires à usage exclusif, avec des itinéraires reliant l'Asie et l'Europe et un réseau de transport composé de 3 millions de véhicules. Un autre exemple marquant a été la prise de participation majoritaire du leader chinois de la livraison express SF Holding dans la société hongkongaise Kerry Logistics avec pour ambition de s'internationaliser et concurrencer des leaders du secteur comme DHL ou FedEx.

Mêlant urgence et besoins, les crises sont aussi souvent des accélérateurs de l'innovation. Celle d'aujourd'hui n'échappe pas à la règle. Tout d'abord, la crise sanitaire a eu un effet accélérateur sur la stratégie de transformation digitale des entreprises, de la FMN à la TPE/PME. En Chine comme ailleurs, les entreprises logistiques ont dû s'adapter aux contraintes et au rythme des confinements. Le e-commerce (Alibaba, JD.Com, Pinduoduo), les solutions de paiement mobile (WeChatPay, Alipay) qui étaient déjà très développés en Chine sont devenus la norme. Les entreprises ont dû s'adapter aux nouveaux besoins de leur clientèle et utiliser des outils numériques de plus en plus sophistiqués. Par exemple, alors que le lockdown de Shanghai empêche tout déplacement physique, l'ETI Mobilitas spécialiste du déménagement international a développé un système de visite virtuelle grâce à une application pour smartphone qui permet à ses consultants de réaliser les visites techniques du domicile de ses clients à distance. Cainiao Network, la filiale logistique du e-commerçant chinois Alibaba, qui est déjà à la pointe en termes de numérisation et de suivi en temps réel de ses colis va encore plus loin dans le concept de logistique intelligente en s'appuyant sur les technologies de l'Internet des objets

(IoT) et de l'intelligence artificielle (AI). Elle teste actuellement des prototypes de consignes dites intelligentes capables de reconfigurer automatiquement leur espace de stockage en fonction de la taille des colis. Cainiao a également présenté un hélicoptère de livraison express sans pilote. Ces drones et navettes autonomes qui sont aussi développés par d'autres entreprises chinoises comme JD Logistics et sont actuellement testés en grandeur nature pour livrer du matériel médical et des denrées alimentaires dans les zones de quarantaines en Chine.

Malgré une main-d'œuvre abondante à des coûts relativement bas, la Chine possède l'un des degrés les plus élevés d'automatisation de la logistique. Mais il reste beaucoup de potentiel inexploité, notamment dans la mise en place d'une supply chain pleinement omnicanale et la robotisation des entrepôts.



### La mobilité des entreprises chinoises à l'étranger

Une autre tendance qui se dessine depuis ces mois de confinement en Chine est plus liée à la mobilité des entreprises chinoises et la réalisation par beaucoup d'entre elles qu'il faut reprendre le chemin de la conquête des marchés étrangers. Beaucoup de projets majeurs d'expansion de groupes chinois dans des secteurs aussi divers que la biotech, internet, l'automobile ont été réactivés. Premièrement, le COVID ne fait plus peur à beaucoup d'employés chinois et il n'y a donc plus de difficultés de recrutement pour ces projets. Ensuite, ces entreprises ont pris conscience que la crise logistique actuelle leur imposait de délocaliser une partie de leurs unités de production pour être plus proches de leurs clients. Cela leur permet d'adapter le produit au marché local et d'éviter les coûts de transport depuis la Chine. On peut citer l'exemple de la jeune start-up chinoise Aiways, spécialisée dans les véhicules électriques qui vient de dévoiler sa feuille de route pour accélérer son implantation sur le marché français, avec notamment de nouveaux canaux de distribution. Le futur promet peut-être moins d'expatriés européens ou américains en Chine mais sans doute plus d'expatriés chinois dans le monde.

**Alain TAIEB, CCE Paris, en collaboration avec Clément FAGON**

**JD LOGISTICS**  
***Du monde physique au monde numérique, le leader des services logistiques de la chaîne d'approvisionnement verte intégrée***



## Origine et développement de JD LOGISTICS

**Fondée en 2017, JD LOGISTICS est une entreprise privée dont l'activité principale est de fournir des solutions de chaîne d'approvisionnement et des services logistiques.** Actuellement dirigée par YU Rui (余睿), directeur général, elle fait partie du groupe JD.COM. En 2007, le fondateur de JD.COM, Richard LIU (LIU Qiangdong 刘强东), décide d'arrêter de dépendre de sociétés logistiques tiers et de développer ses propres services logistiques pour soutenir l'activité de JD MALL. En 2012, JD LOGISTICS a été enregistrée dans les îles Caïmans.

**Au sein d'un secteur offrant d'énormes perspectives, JD LOGISTICS a connu une croissance rapide aboutissant à son introduction en Bourse à Hong Kong le 28 mai 2021.** Le 14 mars 2022, JD LOGISTICS a publié ses premiers résultats annuels après sa cotation, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 105,59 milliards de yuans, en hausse de 43,77 % en glissement annuel. Ses clients externes participent à hauteur de 56,5 % de ce chiffre d'affaires. Selon la Fédération chinoise de la logistique et des achats (*China Federation of Logistics and Purchasing*) JD LOGISTICS se place à la 5<sup>e</sup> place des 50 premières entreprises chinoises de logistique en 2021. En comparaison, CHINA COSCO SHIPPING GROUP s'est positionnée en tête de liste avec un chiffre d'affaires de plus du double à 262,862 milliards de yuans. En mars 2022, JD LOGISTICS a annoncé une coopération stratégique avec DEPPON LOGISITCS et a acquis 66,49 % des parts de cette société pour un montant de 1,29 milliards d'euros. Les deux parties entameront une coopération approfondie dans les domaines du transport rapide et livraison express, du transport transfrontalier, de l'entreposage et de la chaîne d'approvisionnement.

## Un important réseau mondial de services logistiques, base de la chaîne d'approvisionnement intégrée de JD LOGISTICS

**Le réseau logistique de JD LOGISTICS repose principalement sur l'entreposage, ce qui est la base des services logistiques pour une chaîne d'approvisionnement intégrée et efficace.** En Chine, JD LOGISTICS a mis en place six réseaux hautement intégrés : entreposage, transport, distribution du « dernier kilomètre », articles volumineux, chaînes de produits froids et réseau transfrontalier. Elle dispose d'environ 1 200 entrepôts en activité, avec une surface de gestion totale d'environ 23 millions de mètres carrés et près de 200 000 employés dans la distribution, couvrant presque toutes les régions et populations en Chine.

**Au niveau international, JD LOGISTICS continue d'élargir ses partenaires mondiaux.** En octobre 2021, JD LOGISTICS a conclu un partenariat avec la société de logistique internationale CN LOGISTICS pour des services de transport et d'entreposage à l'étranger. Actuellement, JD LOGISTICS dispose d'entrepôts en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Cette organisation leur permet de développer une chaîne d'approvisionnement connectée entre la Chine et l'Europe et s'inscrit dans la stratégie d'entrée en Europe de Richard LIU pour JD.COM, qu'il a proposée en 2018. En outre, JD LOGISTICS a également ouvert des entrepôts automatisés aux États-Unis et en Australie. A la fin de l'année 2021, le nombre total d'entrepôts sous douane et à l'étranger était de près de 80 (États-Unis, Allemagne, Pologne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Émirats arabes unis, Australie, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Vietnam, etc.), avec plus de 1 000 voies internationales de transport.

## JD LOGISTICS continue d'améliorer les services logistiques intelligents de sa chaîne d'approvisionnement intégrée

**JD LOGISTICS place la technologie intelligente au cœur de la différenciation de ses services logistiques, ce qui lui permet d'automatiser les services, de numériser les opérations et de faciliter la prise de décision intelligente.** En 2021, l'entreprise a mis l'accent sur la recherche et le développement, investissant plus de 2,8 milliards de yuans dans l'innovation technologique, soit une augmentation de 37 % en glissement annuel. Depuis le troisième trimestre 2021, JD LOGISTICS a sorti successivement plusieurs produits technologiques, parmi lesquels Jing Hui 2.0 ainsi que la cinquième génération de véhicules de livraison intelligents. Parmi ces innovations, « les algorithmes de recherche d'opérations pour des robots intelligents dans les entrepôts » (无人仓调度算法), ont été sélectionnés pour le prix FRANZ EDELMAN 2021 de *l'Institute for Operations Research and the Management Sciences* aux Etats-Unis. Il s'agit du premier prix international obtenu par une entreprise chinoise dans le domaine de la chaîne d'approvisionnement en Chine.

**"Dans le monde numérique, JD LOGISTICS a formé trois grands segments : les produits technologiques, les solutions et l'écosystème de la chaîne d'approvisionnement, couvrant l'ensemble de la chaîne logistique et des scénarios", a déclaré YU Rui, DG de JD LOGISTICS.** À la fin de 2021, JD LOGISTICS comptait plus de 5 500 brevets et licences logicielles, dont plus de la moitié sont liés à l'automatisation et aux technologies sans pilote. JD LOGISTICS a également commencé des essais de la technologie 5G dans ses entrepôts "JD Asia No 1" à Changsha et à Pékin afin de créer des parcs logistiques intelligents. L'entreprise a également un avantage par rapport à ses homologues du secteur : elle peut s'appuyer sur les flux commerciaux de sa société mère, JD RETAIL, pour s'adapter en temps réel aux changements de la chaîne d'approvisionnement exigés par le marché.

## JD LOGISTICS en phase avec la stratégie chinoise de neutralité carbone pour promouvoir le développement durable dans le secteur

**Depuis sa création, JD LOGISTICS s'est engagé à construire un écosystème vert et à faible émission de carbone de sa chaîne d'approvisionnement.** En 2017, l'entreprise s'est associée à neuf marques pour lancer une initiative de chaîne d'approvisionnement verte : le projet Qing Liu (清流计划). Grâce à la coopération en amont et aval de sa chaîne d'approvisionnement, JD LOGISTICS vise à développer son activité en respectant une faible émission de carbone et la protection de l'environnement. En 2018, JD.COM a annoncé qu'elle avait fait évoluer le projet Qing Liu vers une stratégie de développement durable pour l'ensemble du groupe, en se concentrant sur la "Planète", les "Personnes" et les "Profits" liés au développement humain durable. En outre, JD LOGISTICS a annoncé qu'elle continuerait à investir 1 milliard de yuans dans la construction d'un écosystème de chaînes d'approvisionnement intégrées vertes et à faible émission de carbone. L'objectif est de réaliser une augmentation de 35 % de sa propre efficacité carbone au cours des cinq prochaines années afin de parvenir à un développement durable de sa logistique de la chaîne d'approvisionnement intégrée.

**JD LOGISTICS commence l'année 2022 en tant que leader des initiatives vertes dans le domaine logistique.** Le 20 avril 2022, le Comité Professionnel de la Chaîne d'Approvisionnement Verte de la Fédération Environnementale de Chine a été officiellement créé à Pékin. JD LOGISTICS est devenu le premier dirigeant tournant du comité et 20 entreprises, dont UNILEVER, SCHNEIDER ELECTRIC et LENOVO, ont rejoint ce comité. Le 26 avril, la Chine a rendu publique l'initiative China Corporate Green Action (CCGA) 2030, qui appelle les entreprises à mettre en pratique leur responsabilité sociale pour protéger la nature, la diversité culturelle et l'environnement et JD LOGISTICS a été la première à s'y associer.

## DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

---

### Brèves politico-économiques

- Le 10 mai, Les présidents Emmanuel MACRON et XI Jinping se sont entretenus par téléphone. Selon le communiqué français, la situation des civils en Ukraine et le risque de crise alimentaire ont été discutés. Emmanuel MACRON a également évoqué la situation épidémique en Chine, l'importance de la réciprocité dans la relation UE-Chine et salué la ratification par la Chine des deux conventions fondamentales de l'OIT concernant la lutte contre le travail forcé qui doivent « désormais être pleinement mises en œuvre sur l'ensemble du territoire chinois, en particulier au Xinjiang ». Il a également rappelé les attentes françaises vis-à-vis de la levée des sanctions prises contre la Lituanie, et des projets franco-chinois dans l'aéronautique, le nucléaire civil, et l'agroalimentaire. Selon le communiqué chinois, il a été également question de la coopération franco-chinoise dans la protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. XI Jinping aurait souligné le besoin de coopération franco-chinoise dans des secteurs émergents comme l'énergie propre et l'intelligence artificielle et que « la Chine était prête à élargir l'importation de produits français de qualité » et « à accueillir les entreprises financières et de haute technologie françaises ». Il a souligné l'importance des échéances à venir : le 60ème établissement des relations diplomatiques sino-françaises et les JO de Paris de 2024. L'objectif exprimé est de renforcer les échanges franco-chinois, refuser le retour à une mentalité de confrontation entre blocs, et insister sur l'importance de l'autonomie stratégique européenne. Cet échange fait suite à celui du 7 avril 2022 entre le ministre des Affaires étrangères chinois WANG Yi et Emmanuel BONNE, Conseiller diplomatique du président français, pour lequel aucun communiqué officiel n'avait été publié du côté français. (10/05/2022, l'Elysée, ministère des Affaires étrangères chinois)
- L'engouement de la presse chinoise pour les élections françaises était très inférieur à celui en 2017, du fait de la guerre en Ukraine et de la situation sanitaire. Cependant, le taux d'abstention élevé au 1er tour (26%) a particulièrement intéressé les observateurs chinois. TIAN Dewen, vice-directeur de la China Academy of Social Sciences (CASS) a parlé d'un « moment d'apathie politique qui pourrait bien avoir plus d'impact sur le futur de la France que les résultats de ces élections le 24 avril ». Par ailleurs, le président sortant est très apprécié par les intellectuels chinois, car il est considéré comme un promoteur de la coopération franco-chinoise, qui souhaite faire de la France une « puissance d'équilibre » en engageant un dialogue avec des ennemis des Etats-Unis comme la Russie ou l'Iran, qui soutient l'autonomie stratégique européenne et son influence dans les orientations de l'UE, et qui a une approche « désidéologisée » du multilatéralisme. Ces éléments sont considérés comme favorables pour les intérêts de la Chine. Malgré les récentes tensions franco-chinoises (BRI, 5G, Covid-19), la France sous Emmanuel Macron est vue comme pouvant éviter la formation d'une coalition anti-Chine menée par les Etats-Unis, avec une neutralité plus à la française. (14/04/2022, Le Vent de la Chine, MERICS)

### Contrats et partenariats

- Le 11 avril 2022, BOC AVIATION, une filiale de location d'avions de BANK OF CHINA, a annoncé la commande auprès d'AIRBUS de 80 appareils de type A320neo. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé mais des consultants estiment qu'il pourrait s'élever à 5 Mds USD. Avant cette commande, BOC AVIATION possédait déjà 92 A320neo, tandis que 33 autres sont en attente de livraison. Les 80 nouveaux appareils devraient être livrés entre 2027 et 2029. (Semaine du 11/04/2021, Brève hebdomadaire du SE de l'Ambassade de France en Chine)

## Implantations et investissements croisés

- Début mai 2022, il a été annoncé que le groupe chinois GEELY allait prendre une participation de 34% dans la filiale RENAULT KOREA MOTORS, JV entre SAMSUNG et RENAULT. RENAULT restera l'actionnaire majoritaire (53%) tandis que SAMSUNG sera dilué à 13%. Cet investissement fait partie d'un partenariat plus large entre GEELY et RENAULT qui ont formé une coentreprise. Le partenariat prévoit également qu'à partir de 2024, RENAULT KOREA MOTORS produira des voitures hybrides et thermiques, essentiellement destinés au marché coréen. (10/05/2022, Les Echos).
- Mi-avril 2022, LAIYE (来也), un fournisseur chinois de logiciels d'automatisation intelligente, a acquis la start-up française MINDSAY (montant total de la transaction non divulgué). Fondée en 2016, cette start-up a créé un logiciel en ligne pour permettre à des robots virtualisés d'avoir une conversation écrite avec des consommateurs afin de décharger les centres d'appels téléphoniques pour le service-client. Au vu de la méfiance accrue au niveau européen vis-à-vis des investissements étrangers (notamment chinois) pour acquérir des pépites de la tech, l'administration française a été contactée pour vérifier la sûreté de l'opération. Malgré son expertise en IA, cette société ne relèverait pas d'intérêts stratégiques avec des clients principalement issus du secteur touristique. En effet, il s'agit de recherche appliquée et non pas de recherche fondamentale sur les algorithmes. LAIYE, fondée en 2015 et dirigée par un ancien de BAIDU, va utiliser la technologie de MINDSAY pour développer une offre d'automatisation des tâches administratives au niveau des entreprises. Dans ce cadre, LAIYE prévoit d'ouvrir un nouveau centre de R&D à Paris. Lors d'une levée de fonds de série C en avril 2022, LAIYE est parvenue à obtenir 160 millions EUR. (14/04/2022, Tech Startups, Saas Industry, Les Echos)
- Début mars 2022, AIR LIQUIDE China, SHENERGY ainsi que SCIP INVESTMENT CO. ont signé un accord d'investissement avec le SHANGHAI CHEMICAL INDUSTRY PARK (SCIP). Cet accord vise à créer une joint-venture tripartite qui va construire le plus grand centre de remplissage d'hydrogène dans le parc industriel chimique de Shanghai. Représentant un investissement de plus de 180 millions de RMB, la phase I devrait démarrer en août 2022, et le centre de remplissage d'hydrogène devrait avoir une capacité de 24 tonnes par jour. (28/03/2022, Mes Infos Marchés Team France Export).
- Le 30 mars 2022, HERMES a ouvert une nouvelle boutique conçue par l'agence d'architecture française RDAI à Zhengzhou, au David Plaza, une première dans la province du Henan. Le premier jour d'ouverture, HERMES a réalisé un record de vente de 120 millions de RMB, soit 16,9 millions EUR, indiquant un important pouvoir d'achat de la population au niveau des villes de rangs inférieurs et ce, malgré la pandémie. (31/03/2022, Hermès, 02/04/2022, South China Morning Post)

## Autres initiatives de coopération

- LAFAYETTE ANTICIPATIONS organise à Paris une exposition de l'artiste CHENG Xinyi. Née à Wuhan en 1989, elle y a étudié l'art puis est partie aux Etats-Unis puis aux Pays-Bas avant d'arriver à Paris en 2017, où elle a installé son atelier à Belleville. Ces œuvres dépeignent la vie quotidienne parisienne à travers différents portraits aux traits simplifiés. (Les Echos, 04/04/2022)

## NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

---

### Economie générale

- Selon Natixis, **la croissance du PIB de 4,8 % de la Chine au premier trimestre sera difficile à maintenir au second, ce qui met en péril l'objectif annuel de 5,5%**. Dans la conjoncture actuelle, la Chine est confrontée à plus de difficultés que prévu au début de l'année, ce qui pousse le gouvernement à lancer des politiques plus « laxistes » pour soutenir l'économie. La durée de la vague Omicron actuelle sera essentielle pour estimer l'impact du choc Covid sur l'économie en 2022. Natixis, 19/04/2022

### Conflit Ukraine-Russie

- **La crise russo-ukrainienne est une mauvaise nouvelle pour l'économie chinoise, selon Natixis.** L'impact direct sur l'économie chinoise devrait être relativement modéré mais négatif, du moins à court terme. **La flambée des prix mondiaux de l'énergie découlant de la guerre est une mauvaise nouvelle pour la Chine** compte tenu de sa dépendance aux importations d'énergie. Déjà la Chine a décidé de suspendre en mars 2022 les objectifs annuels d'émissions de carbone – tout en maintenant les objectifs globaux de 2025 – afin de gagner en flexibilité dans un contexte de flambée des prix de l'énergie. **L'autre impact immédiat sur l'économie chinoise sont les sanctions occidentales imposées à la Russie.** Les entreprises et les institutions financières chinoises doivent être prudentes lorsqu'elles négocient avec la Russie ou investissent en Russie. Mais compte tenu de la taille de l'économie chinoise, l'impact de ce repli de la Russie ne devrait être que modéré. Plutôt que de couper complètement les liens avec la Russie, la Chine doit simplement éviter les paiements en devises fortes et certaines entités ciblées, telles que la banque centrale russe et le ministère des Finances. Plusieurs grandes banques russes sont toujours autorisées à utiliser SWIFT, preuve que les sanctions ne sont pas assez strictes pour forcer la Chine à arrêter toutes les relations économiques avec la Russie.
- La clé pour mieux évaluer l'impact de cette guerre est la position de la Chine par rapport à ce conflit. La rhétorique de la Chine est anti-US et anti-OTAN. En plus de tenir les États-Unis responsables du conflit, la Chine s'est opposée à plusieurs reprises aux sanctions occidentales contre la Russie. Mais un tel langage va à l'encontre des décisions prises par les institutions financières et les entreprises chinoises. Cela signifie que **la Chine se mettra en conformité, même à contrecœur, à la loi, mais pas nécessairement à l'esprit de la loi.** La Chine utilisera tout l'espace disponible pour soutenir l'économie russe là où elle touche aux intérêts clés de la Chine – la sécurité énergétique, la coopération militaire et la gouvernance de l'Arctique. La Russie peut compter sur l'intensification du commerce avec la Chine pour atténuer l'impact des sanctions occidentales sur son économie, mais seulement si elle est prête à accepter un rôle croissant du renminbi dans l'économie russe. La capacité de la Chine à tirer parti de sa taille économique pour favoriser l'utilisation de son système de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) et de sa monnaie est limitée. CIPS utilise SWIFT comme système de messagerie sans substitut immédiat. Le renminbi numérique chinois, un substitut potentiel, est confronté à des défis importants pour faciliter les transactions transfrontalières. La guerre en Ukraine est un choc négatif pour l'économie chinoise, mais au-delà des prix élevés des produits de base, l'impact direct reste limité. 20/04/2022.

### Innovation

- The Economist analyse le plan de Xi Jinping concernant la prochaine **phase d'innovation** de la Chine. Si cela fonctionne, la stratégie pourrait redessiner la carte économique du pays. La stratégie de M. Xi se comprend comme un pari de poids : la Chine est en passe de devenir le

centre mondial de l'innovation au cours de la prochaine décennie. L'évolution vers les technologies locales modifie la répartition géographique de l'appareil de production chinois.

**Les nouveaux investissements et les migrations sont détournés des riches centres côtiers vers des villes intérieures telles que Zhuzhou.** Une deuxième caractéristique est **l'augmentation sans précédent du nombre de nouvelles entreprises technologiques.** Le gouvernement soutient des milliers de groupes, grands et petits, dans les domaines de la science des données, de la sécurité des réseaux et de la robotique. M. Xi et ses conseillers prennent également un contrôle plus ferme sur les marchés. Leur capacité à orienter les flux de capitaux est déjà évidente dans la manière dont les groupes de capital-investissement investissent en Chine. Ces efforts pourraient redessiner la carte économique de la Chine. La croissance rapide de ces villes est étroitement liée à la planification des autorités locales et à l'offre de généreuses incitations fiscales et foncières. The Economist, 15/04/2022

- Des scientifiques chinois développent un système basé sur **la technologie quantique pour des communications plus sécurisées.** Long Guilu, l'inventeur de la technologie de communication directe sécurisée basée sur le quantique, et son équipe ont déclaré avoir établi un nouveau record de distance, envoyant des informations en toute sécurité sur 100 km (62 miles). 15/04/2022, SCMP

## Vidéo

- **Les régulateurs chinois ont donné le feu vert à 45 nouveaux jeux en ligne après une interruption de neuf mois de l'octroi des approbations,** rapporte le Financial Times. Cette décision est le premier signe que le gouvernement assouplit ses restrictions sur ce secteur auparavant en plein essor. Les plus grandes entreprises technologiques chinoises, y compris le géant du jeu Tencent, ont fait l'objet d'un examen réglementaire rigoureux au cours des deux dernières années, alors que le Parti communiste cherchait à réformer le secteur privé. 12/04/2022

## IA - Télésurveillance

- **La société chinoise Hikvision, premier fournisseur de systèmes de surveillance et de caméras en Europe, est sous les feux des critiques en Angleterre.** Les inquiétudes concernent la confidentialité des données. Des associations demandent au gouvernement de clarifier ses positions sur l'achat d'équipements à l'entreprise technologique chinoise accusée d'être impliquée dans des violations des droits de l'homme (persécution des Ouïghours). Les médias britanniques ont rapporté que le département britannique de la santé avait interdit à Hikvision de concourir pour de nouveaux appels d'offres après qu'un rapport ait révélé des « préoccupations éthiques » à propos de l'entreprise. Bien qu'Hikvision ait reconnu la vulnérabilité de son système et mis à disposition un nouveau logiciel pour la réparer, les inquiétudes concernant la confidentialité des données n'ont pas été apaisées. SCMP, 26/04/2022.

## Espace

- La Chine va commencer à **construire un réseau d'un millier de satellites pour fournir une couverture 5G dans les trois prochains mois,** selon les médias d'État et pour défier Starlink d'Elon Musk. Le premier lot de six satellites de communication à faible coût et à haute performance a été produit, testé et arrivé sur un site de lancement non divulgué, selon l'agence de presse officielle Xinhua. SCMP

## Automobile

- **Les constructeurs automobiles chinois pourraient faire face à d'énormes pertes en raison du confinement de Shanghai :** les mesures strictes de contrôle des épidémies du Covid 19 ont porté un coup dur aux ventes d'automobiles d'avril. Les dirigeants et les

analystes de l'automobile disent que l'impact pourrait paralyser l'ensemble de l'industrie si les confinements restent inchangés. Technode, 15/04/2022

- **L'entreprise chinoise CATL (Contemporary Amperex Technology Co.) et deux entreprises publiques indonésiennes prévoient de développer conjointement un projet d'intégration de batteries de véhicules électriques de 6 milliards de dollars.** Le projet se concentrera sur l'extraction et le traitement du nickel, les matériaux de batterie, la fabrication de batteries, ainsi que le recyclage des batteries, selon le communiqué. Digitimes, 20/04/2022.
- **Véhicules sans conducteur : fin du rêve de souveraineté française ?** Le marché des véhicules autonomes et des robot-taxis est largement dominé par les entreprises américaines et chinoises, épaulées par les GAFAM et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). L'idée d'un consortium européen n'a pas abouti. Une tribune d'Hervé de Tréglodé parue sur LinkedIn, 27 avril 2022.

## Mode

- Le site chinois d'e-commerce Shein a fait une percée fulgurante dans l'univers de la mode. Shein est en négociation pour un nouveau tour de table, qui pourrait le valoriser autour de 100 milliards de dollars, soit plus que Zara et H&M réunis. Challenges, 05/04/2022

## Finance

- La Chine a annoncé son intention de **revoir les règles de confidentialité pour les entreprises chinoises cotées à l'étranger**, ouvrant ainsi la voie à une coopération sino-américaine en matière de supervision de l'audit. China Daily, 04/04/2022
- **Les paiements transfrontaliers en yuan RMB en Chine ont explosé en 2021.** La valeur totale de ces transactions s'est élevée à 79,60 billions de yuans (environ 12,53 billions de dollars américains), soit une hausse de 75,83 % par rapport à l'année précédente. Global Times, 04/04/2022
- **La Chine va tester le yuan numérique dans un plus grand nombre de villes.** Il a déjà été testé dans une dizaine de villes, de Shenzhen à Shanghai et dans la nouvelle zone de Xiong'an. Les transactions en yuans numériques en Chine se sont élevées à près de 87,57 milliards de yuans (13,78 milliards de dollars américains) à la fin de 2021. Global Times, 04/04/2022
- **La plus grande application de messagerie de Chine, WeChat, a annoncé qu'elle avait ajouté la possibilité de payer avec la monnaie numérique chinoise** dans les 23 régions où le yuan numérique est testé, y compris Beijing, Shanghai et Shenzhen. 08/04/2022.
- **Les sorties de capitaux en provenance de Chine devraient se poursuivre dans les semaines à venir après un exode de fonds étrangers des obligations souveraines chinoises en mars**, ont déclaré des experts, alors que l'avantage de rendement du pays par rapport aux bons du Trésor américain a disparu pour la première fois depuis 2010. Les analystes avertissent que les sorties de capitaux en cours, associées à une pression croissante sur la dépréciation du yuan, pourraient être déstabilisatrices pour les marchés financiers chinois. SCMP, 13/04/2022
- **Les investisseurs institutionnels américains versent des milliards de dollars de capitaux dans certaines des plus grandes sociétés de capital-risque chinoises malgré les tensions géopolitiques croissantes** entre les deux pays et les attaques réglementaires qui ont nui aux plus grandes valeurs technologiques publiques chinoises et à certaines entreprises privées au cours de la dernière année. Les investisseurs parient que les nouveaux

investissements dans des secteurs tels que la santé et la robotique feront l'objet d'un examen moins minutieux de la part du gouvernement chinois que les médias sociaux et le commerce électronique. The Information, 27/04/2022

## Energie

- **La nouvelle stratégie énergétique de la Chine en Afrique** : enjeux et défis. Aujourd'hui, la présence chinoise dans le domaine énergétique en Afrique est avant tout concentrée dans les énergies fossiles et hydrauliques. Le verdissement de la BRI, mais surtout du mix énergétique et de la politique industrielle de la Chine, redéfinit la diplomatie des ressources menée par Pékin et devrait soutenir sa transition vers un modèle moins carboné. Ce tournant vers des « Nouvelles routes de la soie » plus durables, qui suppose des évolutions importantes, pourrait ouvrir la voie à un dialogue et à une coopération renforcée entre les acteurs financiers chinois et leurs homologues dans le secteur de l'énergie. The Conversation, 31/03/2022.
- **Plus d'une douzaine de projets de centrales électriques au charbon chinoises à l'étranger ont été annulés après l'interdiction l'année dernière de financer de telles centrales**, selon une étude publiée par le Research on Energy and Clean Air (CREA), mais **des failles pourraient permettre à 18 autres projets d'être mis en œuvre**, car ils ont déjà obtenu des financements et des permis. La plupart de ces projets se situent en Indonésie. AFP, 22/04/2022
- **L'entreprise publique Shanghai Electric Group a annoncé des pertes de plus de 650 millions de dollars en raison de dépassements de coûts liés à la construction d'une centrale solaire à Dubaï**, un projet phare soutenu personnellement par le président Xi Jinping dans le cadre de son initiative BRI. L'entreprise publique invoque son "inexpérience" pour expliquer les dépassements de coûts de la centrale solaire de Dubaï. Caixin, 22/04/2022
- **Pékin a donné son feu vert à la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires**, qui, selon les analystes, impliqueront quelque 120 milliards de yuans (18,6 milliards de dollars) d'investissements. Le nouvel investissement dans l'énergie nucléaire intervient alors que la Chine travaille à la réalisation de son plan visant à atteindre un pic d'émissions de carbone d'ici 2030 et à atteindre zéro émission nette d'ici 2060.
- **Le premier producteur chinois de pétrole et de gaz offshore, CNOOC Ltd. se prépare à se retirer de ses opérations en Grande-Bretagne, au Canada et aux Etats-Unis, car Pékin craint que ces actifs ne fassent l'objet de sanctions occidentales**, selon des sources industrielles. Alors qu'elle cherche à quitter l'Occident, CNOOC cherche à acquérir de nouveaux actifs en Amérique latine et en Afrique, et veut également donner la priorité au développement de nouveaux grands prospects au Brésil, en Guyane et en Ouganda. Reuters, 13/04/2022

## Semi-conducteurs

- **Les importations de circuits intégrés (CI) en Chine ont chuté en volume de 9,6% en glissement annuel au premier trimestre 2022**, une différence marquée par rapport à l'augmentation de 33,6% au cours du même trimestre de l'année dernière, rapporte le South China Morning Post. La réduction du volume des importations intervient dans le contexte de la forte poussée de la Chine vers l'autosuffisance technologique. 14/04/2022
- **Le département américain du Commerce envisage d'interdire aux entreprises américaines de vendre des équipements de fabrication de puces de pointe à des entreprises chinoises**, selon deux personnes proches des discussions. Les règles élargiraient l'interdiction existante pour les entreprises américaines de vendre de tels équipements au principal fabricant de puces chinois, Semiconductor Manufacturing International Corp. L'interdiction plus large affecterait des entreprises telles que Hua Hong Semiconductor, ChangXin Memory Technologies et Yangtze Memory Technologies Corp. The Information, 09/05/2022

- **Les projets de la Chine visant à construire une "voie express" de l'information reliant la Chine, l'Europe et l'Afrique ont franchi une nouvelle étape avec l'arrivée d'un câble sous-marin dans le port kenyan de Mombasa.** Le câble Pakistan & East Africa Connecting Europe (PEACE) fait partie de l'initiative de Pékin concernant la Route de la soie numérique et reliera également le Pakistan, Chypre, l'Égypte, la France et Malte. L'implication du géant technologique chinois Huawei suscite l'inquiétude des États-Unis. SMCP, 31/03/2022
- **Pourquoi la guerre en Ukraine ne fera pas dérailler les ambitions de la Chine par rapport à la BRI.** L'invasion de l'Ukraine a certes perturbé le trafic de marchandises, mais c'est une erreur de penser à la BRI à court terme. Dans une perspective à long terme, l'initiative est une stratégie sur 100 ans et la Chine a un trop grand intérêt dans le commerce mondial pour laisser la Russie s'y opposer. SCMP, 02/04/2022.
- **Comment le China–Pakistan Economic Corridor (CPEC) a modifié le commerce Chine-Pakistan ?** Les exportations de métaux du Pakistan vers la Chine ont bondi (notamment le cuivre), tout comme les importations pakistanaïses de produits manufacturés en provenance de Chine. L'influence chinoise au Pakistan ne cesse de grandir. The diplomat, 02/04/2022
- **L'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI) de la Chine au Pakistan est la cible d'une intensification de l'insurrection au Baloutchistan,** qui a déjà fait des dizaines de victimes, dont trois enseignants chinois la semaine dernière, lors d'un attentat suicide perpétré par une femme de l'Armée de libération du Baloutchistan (BLA). Asia Times, 02/05/2022.
- **Les entreprises technologiques chinoises deviennent des acteurs de plus en plus importants en Afrique du Nord grâce à la Digital Silk Road, la composante numérique de la BRI.** Ces dernières années, la région est devenue le foyer de projets notables de la route de la soie numérique tels que les villes intelligentes, les centres de navigation par satellite, les centres de données et les infrastructures de réseau. Les stratégies de localisation de Huawei en Algérie et en Égypte montrent que, loin d'imposer un modèle unique à d'autres pays, les acteurs technologiques chinois adaptent leur engagement en fonction de programmes de développement local. Cependant, un examen plus approfondi de la stratégie de Huawei en Algérie et en Égypte indique que la société a amélioré son image de marque sans pour autant contribuer à la modernisation technologique de ces pays. Etude de Carnegie, 14/04/2022
- **Les prêts chinois aux gouvernements africains ont chuté de 78 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,9 milliard de dollars,** soit le plus bas niveau depuis 2004, selon un dernier rapport du Boston University Global Development Policy Center. Les effets du Covid-19 sur les économies africaines et un recul mondial de la capacité de prêt peuvent expliquer une baisse aussi drastique des montants des prêts chinois à l'Afrique en 2020. Et contrairement aux années précédentes, les transports et l'électricité ne captent plus l'essentiel des financements. Le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) est en forte progression avec cinq projets, pour un montant de 568 millions de dollars de prêts en 2020, suivis par trois dans le secteur de l'électricité, deux dans les transports et un projet dans la banque. Le Point Afrique, 26/04/2022
- **Les prêts chinois contribuent à alimenter les dépenses militaires africaines :** la Chine a signé des accords avec huit pays d'une valeur totale de 3,5 milliards de dollars américains au cours des 20 dernières années pour acheter de l'équipement et construire des bases. Le plus gros emprunteur est la Zambie, qui représente 60 % du total des emprunts. SCMP, 09/05/2022
- **La société chinoise Sinosteel Corp. a conclu un accord avec le gouvernement camerounais pour commencer la production de minerai de fer dans une mine,** devenant ainsi la dernière entreprise chinoise à exploiter la précieuse ressource en Afrique de l'Ouest. Caixin, 09/05/2022
- **Le déclin de l'influence de la Chine au Népal :** les projets BRI sont en berne et le parlement népalais a approuvé fin février le MCC (Millennium Challenge Cooperation), un programme d'assistance américaine de 500 millions de dollars. L'incapacité de la Chine à empêcher la ratification de cet accord de la MCC et à amener le Népal à s'engager dans les projets de la BRI à ses conditions indique une réduction de la capacité de Pékin à influencer la politique et la prise de décision à Katmandou. La mise en œuvre future de la MCC renforcera la présence et l'influence des États-Unis au Népal. Comme les intérêts indiens et américains au Népal coïncident, la montée de l'influence américaine aidera l'Inde dans sa compétition géopolitique

avec la Chine au Népal. Toutefois, ce n'est pas la fin de la route pour la Chine au Népal et le large soutien à la Chine et à ses projets de la BRI n'a pas disparu, d'autant que le gouvernement népalais actuel est fragile. Jamestown Fondation, 08/04/2022

- **La Chine et la Russie ont tissé des liens financiers étroits au cours des dix dernières années, la Russie devenant le principal bénéficiaire des prêts de la BRI.** Compte tenu des sommes en jeu, la guerre en Ukraine fait peser un risque plus élevé que jamais sur le portefeuille de prêts de la Chine à l'étranger. Selon cette chronique, les banques d'État chinoises seront probablement plus prudentes dans l'octroi de nouveaux prêts internationaux et dans le renouvellement des anciens. La guerre entre la Russie et l'Ukraine aura probablement des conséquences financières importantes non seulement pour la Chine et les pays d'Asie centrale étroitement liés à la Russie, mais aussi pour les flux de capitaux et les restructurations de la dette dans des dizaines de pays en développement. Nombre de ces pays seront également touchés par l'augmentation du coût des denrées alimentaires et de l'énergie, autre conséquence de la guerre. Vox Eu, 08/04/2022

## Relations internationales

- **Le 21 avril 2022, Xi Jinping a proposé une « initiative de sécurité globale » lors d'un discours lors du Forum annuel Boao-Asie sur l'île de Hainan.** Il a déclaré que le monde devait respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États, tout en prêtant attention aux préoccupations de sécurité "légitimes" de tous. Il a souligné que l'humanité formait une communauté d'avenir partagé pour le meilleur et pour le pire, et appelé à la confiance, à la synergie et à la solidarité pour bâtir l'avenir par la coopération. Il a insisté sur la nécessité de travailler ensemble sur les différends régionaux et les défis mondiaux tels que le terrorisme, le changement climatique, la cybersécurité et la biosécurité.
- **Un article sur l'évolution des relations entre la Chine et les Pays-Bas :** alors que les Pays-Bas cherchent à équilibrer l'endiguement de l'influence chinoise avec leur objectif de conserver un rôle central dans les flux commerciaux internationaux (cf. port de Rotterdam principalement), la marge de manœuvre du gouvernement diminue rapidement. Les Pays-Bas devront accroître la coopération portuaire au sein de l'UE et poursuivre une certaine forme d'engagement avec la Chine afin de maintenir leur position à l'avenir. IAI, Istituto Affari International, 07/04/2022
- **L'Arctique pourrait-il être un point de friction entre la Russie et la Chine ?** Le Conseil de l'Arctique a été l'une des premières victimes de la guerre en Ukraine, en étant suspendu. La Chine, bien que n'étant pas un État arctique, est un observateur officiel du Conseil de l'Arctique depuis 2013 et nourrit des ambitions arctiques croissantes. La poursuite du conflit en Ukraine jette un voile sur les aspirations arctiques de la Chine. Pékin peut encore vouloir jouer sur les deux tableaux, c'est-à-dire poursuivre sa coopération avec la Russie sans nuire aux liens avec les autres États arctiques. Mais avec les ramifications de la guerre qui s'étendent vers le nord, la Chine pourrait se trouver plus limitée dans la poursuite de ses intérêts arctiques. Pour les pays de l'Arctique, le changement climatique est une question de sécurité nationale à part entière, mais sa résolution nécessite la coopération de la Chine. Ainsi, les États de l'Arctique occidental devraient maintenir et, si nécessaire, renforcer leur coopération avec la Chine tout en veillant à ce que les intérêts de contrôle restent dans les communautés locales ou les nations hôtes. Ces pays devraient également maintenir l'engagement de la Chine dans la diplomatie multilatérale de l'Arctique, que ce soit par la réactivation du Conseil de l'Arctique ou par l'institutionnalisation d'autres plateformes, afin de s'assurer que la Chine continue d'adhérer au cadre juridique international convenu dans la poursuite de ses aspirations arctiques. War on the rocks, 04/04/2022
- **La Chine et les Îles Salomon ont signé un pacte de sécurité bilatéral** pour aider le pays du Pacifique Sud à renforcer sa capacité à maintenir l'ordre social et à protéger la sécurité de la vie et des biens des personnes, selon le ministère chinois des Affaires étrangères. Cet accord suscite l'inquiétude des autres pays du Pacifique, notamment des États-Unis et de l'Australie, qui craignent la création d'une base navale chinoise. Caixin, 20/04/2022
- **Les investissements de la Chine dans l'UE baissent fortement :** c'est ce qui ressort d'une étude publiée par le Groupe Rhodium et l'Institut Mercator allemand pour les études chinoises

(Merics). L'ère des forts investissements de capitaux chinois en Europe « semble terminée pour l'instant » et de multiples facteurs, relation tendue avec l'Union européenne, invasion de l'Ukraine par la Russie, la politique zéro Covid de Pékin et des contrôles de capitaux stricts, pourraient maintenir les investissements chinois en Europe sur une trajectoire descendante cette année.

- **Les enjeux des normes techniques** : un rapport conjoint du Swedish Institute of International Affairs et de EUROPEAN UNION CHAMBER OF COMMERCE IN CHINA avec une série de recommandations afin que l'Europe reste influente dans la bataille des normes techniques, notamment des technologies émergentes, de plus en plus politisée et dominée par les Etats-Unis et la Chine, alors que la normalisation est un pilier incontournable pour l'autonomie stratégique et la souveraineté d'un pays. Avril 2022
- **Agacés par des restrictions sanitaires et les confinements à répétition, les expatriés quittent la Chine.** Les investisseurs occidentaux se montrent aussi plus frileux, sans qu'il ne soit à ce stade permis d'identifier de leur côté une grande tendance au retrait. Le Figaro, 03/05/2022
- **L'Inde saisit 725 millions de dollars sur les comptes du géant chinois Xiaomi.** Les autorités indiennes assurent que Xiaomi a procédé à des transferts de fonds, présentés comme des royalties, à trois entités basées à l'étranger. Ces échanges jugés illégaux auraient été réalisés à la demande de la maison mère chinoise. Présent en Inde depuis 2014, Xiaomi est dans le collimateur des autorités indiennes, tout comme d'autres entreprises chinoises, à l'instar de Huawei
- **L'Ethiopie et la Chine renforcent leur coopération économique à travers la signature de nouveaux accords,** ils concernent le lancement de projets d'investissements dans quatre secteurs, notamment la logistique, l'agriculture, la pharmacie et la manufacture. Ecofin, 12/05/2022
- **L'achat par la Thaïlande de son premier sous-marin chinois échoue.** Le refus de l'Allemagne de fournir un moteur diesel bloque le plan d'achat (NDLR : conformément à un embargo sur les armes de l'Union européenne imposé à la Chine après le massacre de la place Tiananmen en 1989). Nikkei Asia, 12/04/2022
- **La Chine a livré un système de missiles FK-3 à l'armée serbe,** selon les médias d'État. Des "ressources militaires régulières" ont été transportées et l'opération n'était pas liée à "l'état actuel des choses", selon Pékin. SCMP, 11/04/2022
- **En relançant le cadre économique indopacifique (IPEF) cinq ans après le retrait des États-Unis de son ancien équivalent, le Partenariat transpacifique global et progressiste (TPPA), Joe Biden réaffirme le caractère stratégique des relations entre les États-Unis et l'Asie dans un contexte sensible d'intensification de la rivalité sino-américaine et pour contenir les ambitions chinoises.** Les États-Unis visent à étendre l'accord avec leurs alliés traditionnels australiens et néo-zélandais, mais aussi avec les puissances asiatiques traditionnelles, comme le Japon, la Corée du Sud et Singapour, ainsi que certaines économies émergentes particulièrement stratégiques de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), dont le Vietnam, la Malaisie et l'Indonésie. Sujet éminemment sensible, l'intégration de l'Inde, dont la tradition économique est plutôt protectionniste, reste aussi une priorité américaine. Avec le rapprochement sino-russe dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'Inde pourrait ainsi être tentée d'acter définitivement son rapprochement avec les États-Unis. Le gouvernement américain prévient cependant que le projet ne sera pas un accord de libre-échange traditionnel, sous-tendu par l'élimination des frontières douanières. En revanche, les Etats-Unis souhaitent lever les verrous qui bloquent, à l'exportation, certaines filières nationales. East Asia Forum, 09/04/2022.

## Transports / Logistique

- **À partir de septembre 2022, le nombre de navires naviguant entre les ports d'Aktau au Kazakhstan et de Bakou en Azerbaïdjan passera à six, ce qui signifie un doublement de la capacité sur le corridor médian, l'alternative la plus observée pour le trafic eurasien à l'heure actuelle.** Le corridor du Milieu est actuellement au centre des attentions, car il s'agit de l'alternative la plus réalisable à la route principale de la nouvelle route de la soie, qui traverse la Russie et la Biélorussie. Cette route est actuellement abandonnée par un grand nombre d'entreprises. Ces entreprises recherchent désormais des alternatives pour continuer à transporter du fret par train. Le Corridor du Milieu le permet, mais avec des limites. Le fret doit inévitablement traverser la mer Caspienne, ce qui limite considérablement la capacité du corridor. Le tronçon maritime court-courrier à travers la mer Caspienne est considéré comme un goulot d'étranglement majeur pour la route, avec seulement trois navires opérant actuellement entre Bakou et Aktau. Mais ce doublement sera-t-il suffisant ? Railfreight, 12/04/2022
- **La route russe étant bloquée, l'Ouzbékistan se tourne vers le projet de port indien, iranien et afghan de Chabahar, qui devrait également attirer l'attention d'autres États d'Asie centrale, dont le Kazakhstan.** Cependant, cela nécessitera un développement des relations entre les gouvernements d'Asie centrale et l'Afghanistan contrôlé par les talibans - encore une autre conséquence géopolitique imprévue de la guerre non provoquée du Kremlin contre l'Ukraine. En outre, la participation de l'Ouzbékistan au projet de port de Chabahar permettra à l'Inde d'obtenir un accès plus facile et plus direct au marché de l'Asie centrale, qui compte 80 millions de personnes, dans une région où le rival traditionnel de l'Inde, la Chine, est le premier partenaire commercial et économique des cinq pays post-soviétiques. Jamesdown Fondation, 18/04/2022.

## Ports

- **La transformation de Hainan en un port de libre-échange ouvrira de nouvelles portes pour le commerce entre la Chine et l'ASEAN, mais « son succès nécessitera un acte de foi et un esprit pionnier », ont déclaré des experts.** Pékin prévoit de transformer Hainan, l'île de 35 000 kilomètres carrés, situé à l'extrémité sud de la Chine, pour en faire le plus grand port de libre-échange du monde d'ici 2035, en utilisant des impôts moins élevés pour attirer les investisseurs, les entreprises et les particuliers, et des exigences de visa plus souples pour attirer les touristes et les talents étrangers. Il prévoit de mettre en place un régime douanier indépendant d'ici 2025. Hainan est bien placé pour renforcer ses liens avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui a collectivement dépassé l'Union européenne pour devenir le plus grand partenaire commercial de la Chine en 2020. Les entreprises de l'ASEAN seront incitées à investir à Hainan, en particulier dans le secteur des services, grâce à l'assouplissement des restrictions et des allègements fiscaux, a déclaré Shen Danyang, vice-gouverneur exécutif de la province de Hainan, lors du Forum de Boao la semaine dernière. SCMP, 26/04/2022
- **China Gezhouba Group Corporation (CGGC) a achevé la construction d'un terminal maritime de passagers dans le port de Cabinda, situé au sud-ouest de Cabinda, une enclave et province de l'Angola,** bordée par la République du Congo et la RD Congo. La province de Cabinda est le principal producteur de pétrole angolais, et la grande majorité de ce pétrole va à la Chine. La construction du terminal a commencé en 2016, financée par un prêt de 57,4 millions de dollars de la Banque chinoise de développement. Il est qualifié de « projet clé dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » par les médias d'Etat chinois. 06/05/2022.

## Rapports

- **[La rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est : implications pour l'UE.](#)** Voici les principales conclusions de ce rapport de Merics. L'intensification de la concurrence entre les États-Unis et la Chine en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est est une caractéristique essentielle de la nouvelle ère de rivalité entre grandes puissances. Elle a des implications importantes pour l'UE : en Asie du Sud-Est, l'UE doit se donner un rôle central en proposant des alternatives à la Chine dans

les domaines de l'économie, de la technologie, de la connectivité et de la gouvernance. En Afrique, l'UE doit tirer parti de sa proximité et des liens économiques et sociétaux existants pour établir de véritables partenariats. Enfin, en Amérique latine, l'UE devrait s'appuyer sur ses liens économiques et culturels, tant anciens que plus récents, pour offrir une coopération durable et à long terme, alors que la région se reconstruit après la pandémie de Covid-19. Rapport publié LE 24/03/2022.

- **[Eolien et câbles : L'Europe peut-elle rester en tête dans les technologies vertes et 5G ?](#)**

La concurrence croissante de la Chine met au défi les industries critiques européennes. Ce rapport de la Fondation Hinrich examine la compétitivité européenne dans les technologies critiques. Les capacités technologiques et la compétitivité mondiale de l'Europe sont souvent négligées dans les débats politiques sur la course technologique mondiale. L'Union européenne est souvent décrite par les médias internationaux comme étant à la traîne par rapport aux États-Unis et à la Chine. Dans certaines technologies, cette représentation des faiblesses concurrentielles est justifiée : le bloc ne se vante pas de champions numériques connus tels que Google ou Alibaba, ni d'un leader mondial de l'électronique grand public et des logiciels comparable à Microsoft ou Huawei. Pourtant, dans d'autres domaines, tels que les énergies renouvelables et les réseaux mobiles de cinquième génération, l'UE est dans la course – et en tête. Si le rapport souligne les défis auxquels l'Europe est confrontée du fait de la concurrence croissante - de la Chine en particulier - il s'écarte des analyses axées sur les déficiences technologiques de l'UE. Il met plutôt l'accent sur ce que l'UE peut faire pour conserver le leadership mondial qu'elle a déjà atteint. 26/04/2022.

- **[Dépendance dans les relations de l'Europe avec la Chine : Mise en balance des perceptions et de la réalité, rapport \(en anglais\) du European Think-tank Network on China \(ETNC\), 25 avril 2022.](#)** L'idée que l'Europe est devenue dépendante de la Chine est désormais largement partagée, mais comment cette notion de dépendance est-elle appréhendée dans les capitales européennes ? S'appuyant sur l'analyse de 18 pays et de l'Union européenne (UE), ce rapport présente la manière dont les dépendances vis-à-vis de la Chine sont comprises et comment leurs perceptions conditionnent l'élaboration des politiques à la fois à Bruxelles et dans les capitales européennes.

#### Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice

Olivier Le Baube, CCE Paris

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.

Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.

